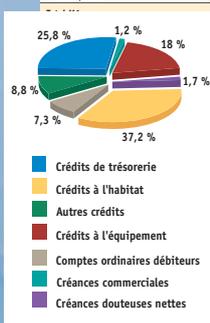




Bulletin trimestriel

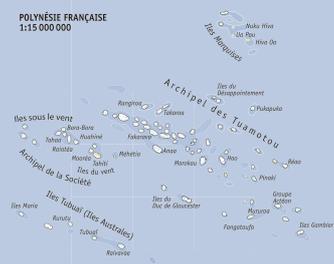
Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
	117 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392	106,6 %	
	108 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	- 2 342	- 29 114	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 152 - Statistiques au 30/09/2012

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

Synthèse	4
Annexes	9
Méthodologie	9
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	11
1.1 La masse monétaire	11
1.2 La circulation fiduciaire	12
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	12
2. Les avoirs financiers des agents économiques	13
2.1 Les avoirs des ménages	14
2.2 Les avoirs des sociétés	16
2.3 Les avoirs par nature	17
3. L'endettement des agents économiques	18
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	18
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	22
4. Le financement des crédits bancaires	24
4.1 L'équilibre emplois- ressources	24
4.2 Le réescompte	24
5. Les engagements sectoriels	25
6. Les indicateurs de vulnérabilité	27
7. Rappel des taux	27
7.1 Les taux règlementés	27
7.2 Les principaux taux de marché	27
7.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	28
7.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	28
7.5 Taux de l'usure	28

Synthèse

Evolution monétaire et financière internationale

Au troisième trimestre 2012, l'économie mondiale poursuit sa détérioration et les projections de croissance ont été revues à la baisse. Les indicateurs de l'activité et du chômage font état d'une atonie économique croissante et généralisée au premier semestre de 2012, et aucune amélioration notable n'apparaît. Dans les pays avancés, la croissance est maintenant trop faible pour faire reculer le chômage. La crise dans la zone euro apparaît toujours comme une menace pour les perspectives de l'économie mondiale.

Au troisième trimestre, la croissance économique aux États-Unis s'accélère par rapport au trimestre précédent (+ 0,5 % après + 0,3 %). La hausse du rythme de croissance au troisième trimestre s'explique toutefois essentiellement par la variation des stocks des entreprises.

Dans les pays d'Asie en développement, le produit intérieur brut réel devrait progresser de 7,25 % au second semestre de 2012. Le moteur principal est la Chine, où l'activité devrait profiter de l'accélération des approbations de projets publics dans les infrastructures. Le Japon fait face à un niveau de déficit élevé et d'endettement sans précédent et son produit intérieur brut recule de 0,9 % au troisième trimestre.

En dépit des mesures prises par les pouvoirs publics, la crise dans la zone euro s'est aggravée. Le rééquilibrage des budgets et la fragilité persistante du système financier freinent la croissance dans les pays avancés. Au troisième trimestre 2012, le produit intérieur brut de la zone euro baisse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent.

En France, la croissance reprend à un rythme faible au troisième trimestre (+ 0,2 % après - 0,1 %). Les dépenses de consommation des ménages rebondissent légèrement alors que l'investissement fléchit (- 0,2 % après + 0,5 %). Par ailleurs, le solde du commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,3 points) mais il est compensé par les variations de stocks qui contribuent négativement à l'évolution de l'activité (- 0,3 points). Avec 2,8 millions de personnes au chômage, le taux de chômage s'élève à 9,9 % au troisième trimestre en France hexagonale.

L'économie allemande est toujours en croissance mais son activité pâtit de la récession européenne (+ 0,2 % au troisième trimestre). Les dépenses privées et publiques ont progressé au troisième trimestre et le solde du commerce extérieur s'améliore. Le Portugal et la Grèce enregistrent au troisième trimestre une contraction de l'activité économique de respectivement 3,4 % et 7,2 % en rythme annuel.

Dans les principaux pays émergents, la croissance auparavant vigoureuse ralentit également. La faiblesse de la croissance et l'incertitude dans les pays avancés ont des répercussions négatives sur les pays émergents et en développement et aggravent les faiblesses internes.

A fin octobre, le prix en dollar du baril de pétrole (Brent) a augmenté de 9,3 % sur trois mois. En revanche, le prix des matières premières s'inscrit à nouveau en baisse en octobre (- 4,3 % sur le mois).

Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a indiqué qu'il estimait que des risques à la baisse continuaient de peser sur les perspectives économiques de la zone euro.

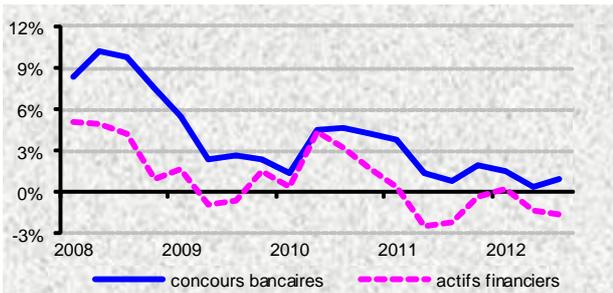
Stabilisation de l'activité bancaire locale sur le trimestre

A l'instar du climat des affaires qui se stabilise, l'activité des banques de la place demeure atone au cours du troisième trimestre 2012. La collecte des dépôts se replie à nouveau, illustrant les tensions de trésorerie et les arbitrages des agents économiques. Dans le même temps, l'encours des crédits demeure stable, soutenu par les crédits à l'habitat et les crédits d'investissement.

La sinistralité du portefeuille des banques locales se dégrade légèrement au cours du troisième trimestre 2012 (+0,3 point).

La masse monétaire M3 affiche un repli pour le troisième trimestre consécutif (-1,4 %). Toutefois, elle enregistre toujours une progression sur l'année (+1 %), à la faveur du rapatriement en Polynésie française sur des comptes à terme à fin 2011 de placements financiers jusqu'alors détenus hors du territoire.

Evolution en glissement annuel

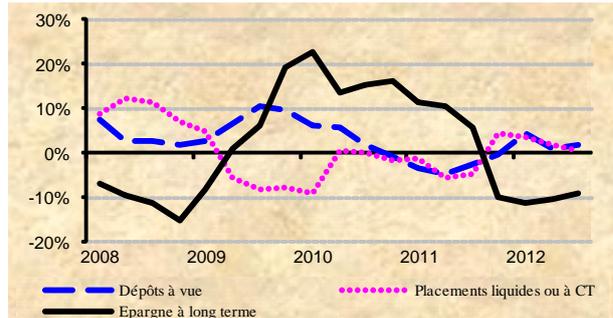


Nouveau recul des actifs financiers

Au 30 septembre 2012, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens s'élève à 467,4 milliards de F CFP, en baisse de 1,1 % sur le trimestre (après -1,9 % fin juin). Les dépôts à vue et les placements liquides ou à court terme reculent respectivement de 0,6 % et 2 % sur le trimestre, alors que l'épargne à long terme progresse légèrement (+ 0,5 %).

Sur l'année, le repli des actifs financiers (-1,5 %) trouve son origine dans la baisse sensible des placements à long terme (-9,4 %), alors que les dépôts à vue et les placements liquides ou à court terme progressent respectivement de 1,6 % et 0,1 %.

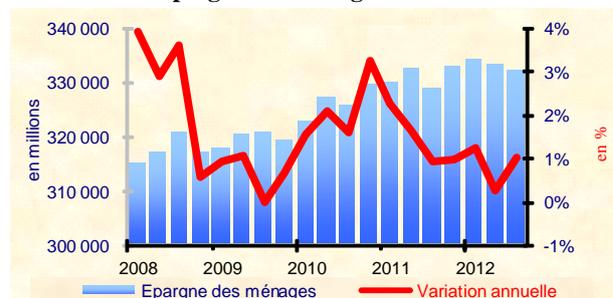
Evolution des actifs financiers en glissement annuel



Nouveau recul des actifs financiers des ménages sur le trimestre, hausse sur l'année

Les avoirs financiers des ménages reculent de 0,3 % sur le trimestre, mais demeurent en hausse (+ 1 %) en glissement annuel.

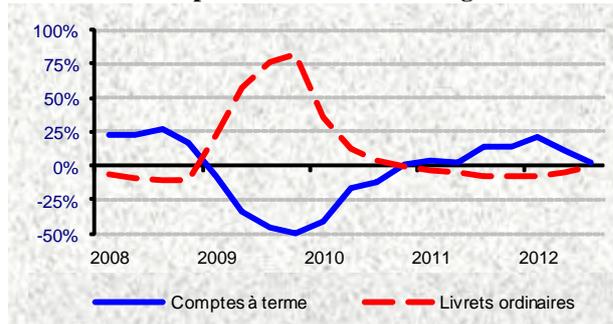
Evolution de l'épargne des ménages



La baisse de l'épargne des ménages sur le trimestre résulte d'une situation contrastée, caractérisée par le recul des dépôts à vue (-1,9 %). Les placements liquides ou à court terme demeurent stables (le recul des comptes à terme est compensé par la hausse des comptes sur livrets) alors que les placements à long terme poursuivent une croissance modérée (+0,4 %).

En revanche, l'augmentation des actifs des ménages sur l'année s'explique par la progression des placements à long terme (+2,4 %) plus particulièrement celle des plans d'épargne logement et des portefeuille-titres). Les épargnants privilégient aussi les comptes à terme (+ 2,1 % en glissement annuel) au détriment des OPCVM monétaires et des bons de caisse.

Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages

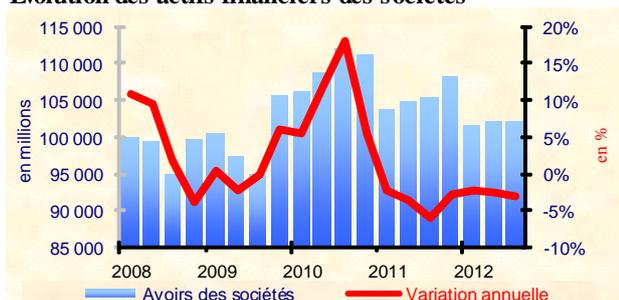


Stabilisation des actifs financiers des sociétés sur le trimestre, repli sur l'année

Les avoirs financiers des sociétés restent constants sur le trimestre. Dans le détail, elles ont privilégié les dépôts à terme au détriment des dépôts à vue et des certificats de dépôts.

En revanche, le repli des actifs financiers sur l'année (-3 %) résulte de la baisse sensible des dépôts à vue (-4,8 %). Il semblerait en effet que certaines entreprises préfèrent mobiliser leur trésorerie plutôt que de tirer sur leur ligne de découvert.

Evolution des actifs financiers des sociétés



Baisse continue des actifs financiers des autres agents

Les avoirs financiers des autres agents enregistrent un repli significatif, tant sur le trimestre (-10,5 %) que sur l'année (-17,9 %). Dans le détail, le troisième trimestre 2012 est marqué par la diminution sensible des comptes à terme (partiellement transférés en dépôts à vue). La baisse annuelle des actifs, d'une plus grande amplitude, s'explique par l'assèchement des placements à long terme, dont une partie toutefois est réallouée en dépôts à vue.

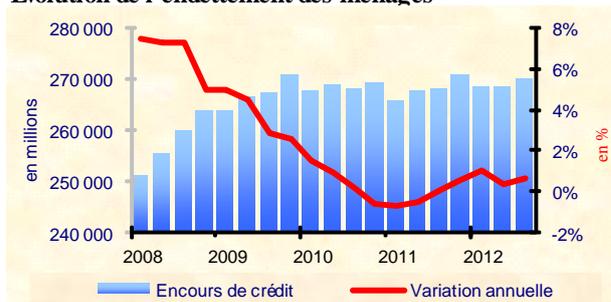
Stabilisation de l'encours de crédits sains

Au 30 septembre 2012, l'encours brut des crédits de l'ensemble des établissements de crédit s'élève à 619 milliards de F CFP, en hausse de 0,2 % sur le trimestre (+0,9 % en glissement annuel). L'encours sain des crédits, stable sur le trimestre après deux trimestres consécutifs de repli, enregistre une hausse sur l'année (+0,4 %).

Croissance modérée de l'encours sain des crédits aux ménages, tant sur le trimestre que sur l'année

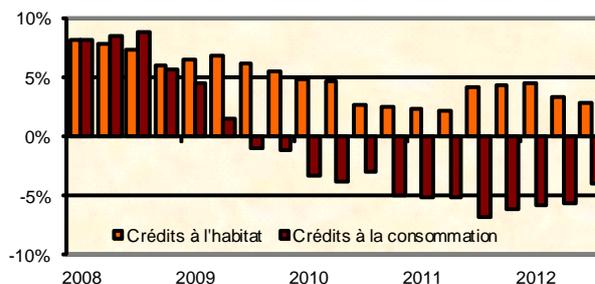
L'encours sain des crédits aux ménages totalise 269,9 milliards de F CFP au 30 septembre 2012, soit une légère hausse sur le trimestre et sur l'année (+0,7 %).

Evolution de l'endettement des ménages



L'endettement des ménages repose essentiellement sur les crédits à l'habitat (64 % de leur endettement). Malgré un contexte de taux d'intérêt bas, la croissance de l'encours des prêts immobiliers se maintient (+0,7 % sur le trimestre). En glissement annuel, elle s'établit à +2,7 %. Pour sa part, l'encours des crédits à la consommation affiche ce trimestre une stabilité relative après plusieurs mois de repli (-4 % en glissement annuel).

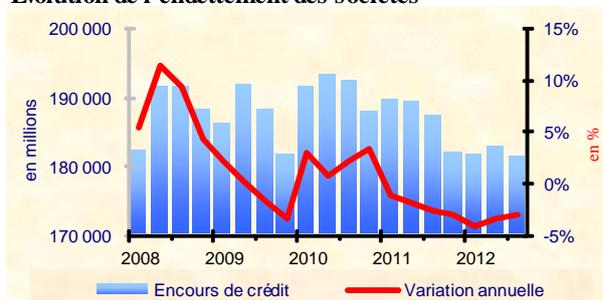
Crédits à l'habitat et crédits à la consommation des ménages (croissance en glissement annuel)



Contraction de l'encours sain des crédits aux entreprises, tant sur le trimestre que sur l'année (notamment des crédits d'exploitation)

L'encours sain des crédits aux entreprises s'établit à 181,3 milliards de F CFP à fin septembre 2012, en recul de 0,9 % sur le trimestre (-3,1 % sur l'année).

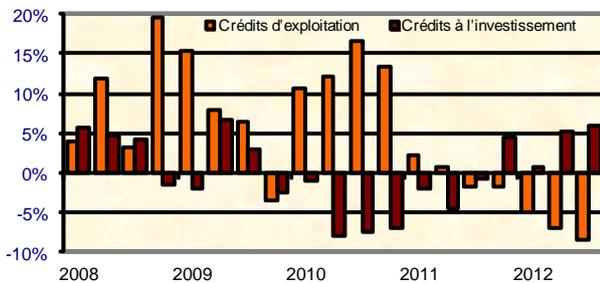
Evolution de l'endettement des sociétés



Les crédits d'exploitation se replient de 3,2 % sur le trimestre (-8,4 % en glissement annuel) à la suite notamment d'une production de nouveaux crédits atone et du déclassement de certaines créances. La baisse des encours est particulièrement sensible pour les comptes ordinaires débiteurs (-4,7 % sur le trimestre, -8,8 % en glissement annuel).

Au vu de l'analyse sectorielle de la centrale des risques, la contraction des engagements à court terme est notamment perceptible pour les secteurs de la construction, de l'hébergement-restauration et du transport.

Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



A l'inverse, les crédits d'investissement enregistrent une hausse (+ 2,3 % sur le trimestre, + 5,8 % sur l'année) grâce aux débloquages de crédit sur plusieurs projets de taille importante.

Les investissements ont principalement concerné le secteur des transports et de l'entreposage (acquisition de navires), ainsi que le secteur immobilier (construction et aménagement de centres commerciaux, etc.).

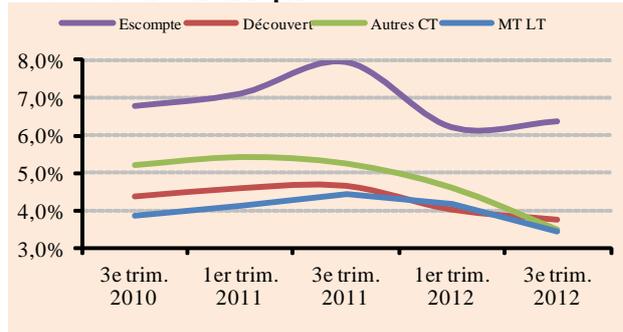
Progression des crédits aux collectivités locales sur le trimestre et sur l'année

L'encours sain des crédits aux collectivités locales observe une croissance modérée sur le trimestre (+ 0,8 %), mais plus importante en glissement annuel (+ 6,2 %). L'encours nouveau porte sur le financement de l'investissement.

Baisse du coût du crédit aux entreprises, situation contrastée pour le coût du crédit aux particuliers

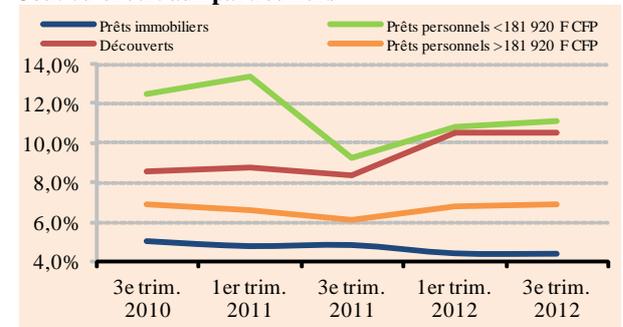
Les enquêtes sur le coût du crédit réalisées par l'IEOM de juillet à août 2012 auprès des établissements de crédit de la place¹ révèlent une baisse des conditions débitrices pour les entreprises. Hormis l'escompte, les taux moyens pondérés des crédits à court terme ainsi qu'à moyen et long termes s'affichent en retrait, tant sur le semestre que sur l'année.

Coût du crédit aux entreprises



S'agissant des crédits aux particuliers, les taux moyens pondérés des prêts personnels progressent tant sur le semestre que sur l'année, alors que le taux moyen pondéré des prêts immobiliers reculent. Enfin, le taux moyen pondéré des découverts reste stable sur le semestre, mais augmente en glissement annuel.

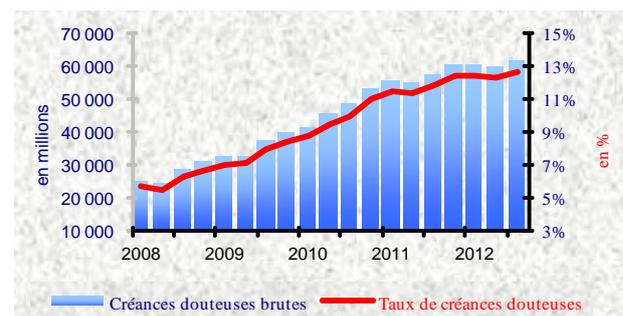
Coût du crédit aux particuliers



Légère dégradation du taux de sinistralité des agents économiques polynésiens

La qualité des risques des établissements de crédit polynésiens se détériore légèrement au 30 septembre 2012, avec un total de créances douteuses brutes proche de 61 milliards de FCFP. Le taux des créances douteuses et litigieuses reste toujours élevé et représente 12,6 % de l'encours brut total des banques polynésiennes (après 12,3 % en juin 2012 et 11,8 % en septembre 2011). Le taux de provisionnement s'est amélioré à 51,2 % (+ 0,8 point sur le trimestre et + 1,1 point sur un an).

Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux

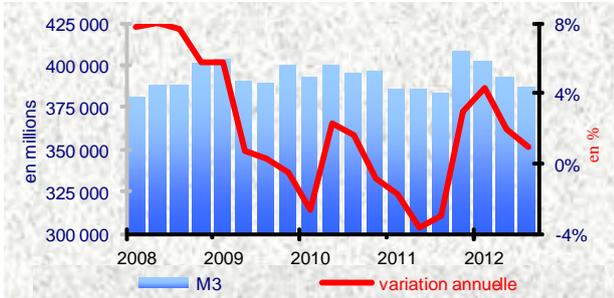


¹ Cf. résultats présentés page 29

Recul de la masse monétaire sur le trimestre

S'établissant à 386,8 milliards de F CFP au 30 septembre 2012, la masse monétaire M3 poursuit sa baisse (- 1,4 % sur le trimestre), en lien avec la diminution des dépôts à vue et des dépôts à terme.

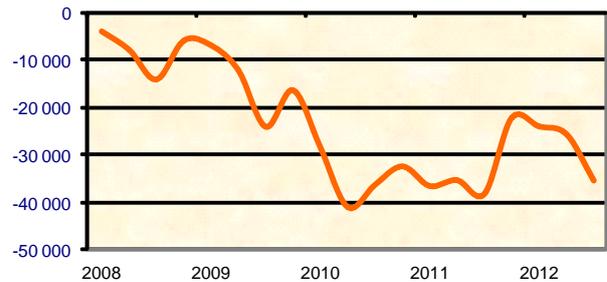
Evolution de la masse monétaire M3



Pour financer les crédits octroyés à leur clientèle, les banques locales ont recours aux ressources consenties par leurs maisons-mères. Sur le trimestre, les engagements hors zone des établissements de

crédits polynésiens augmentent de 5,8 milliards de F CFP (+ 5,2 %), alors que leurs avoirs hors zone reculent de 4,1 milliards de F CFP (- 4,8 %). Dans ces conditions, le déséquilibre de la position extérieure nette du système bancaire local se creuse pour le troisième trimestre consécutif. Celle-ci s'établit à - 35,6 milliards de F CFP après - 25,7 milliards de F CFP au 30 juin 2012 (+38,4 %).

Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



Annexes

Méthodologie

Les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) et les établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

Conformément à la méthodologie appliquée par la Banque de France et énoncée par le FMI, l'IEOM distingue deux types d'établissement de crédit en fonction du secteur émetteur de monnaie. Par construction, les établissements de crédit résidents de la zone d'émission (ECZE) sont ceux disposant d'un guichet dans la zone monétaire et dont l'activité est de recevoir des dépôts et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits. Les établissements intervenant depuis la métropole sans aucune implantation locale, ou ayant une représentation locale mais qui pour des questions d'organisation n'identifient pas chacune de leurs implantations par l'attribution d'un guichet, sont considérés comme établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

1) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

2) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ECZE et ECHZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE).

Les principaux établissements de crédit hors de la zone d'émission et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Conjoncture financière et bancaire

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

3) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

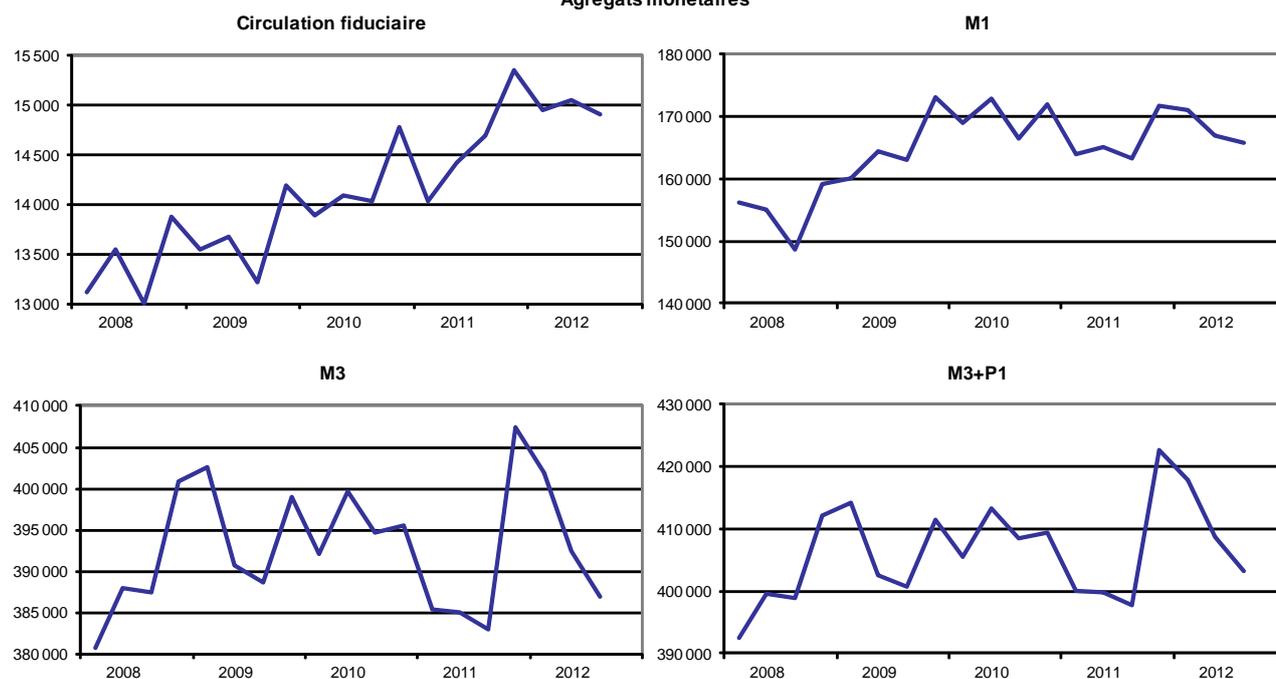
Secteurs	Codes NAF (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage, pêche	01 à 03
Industrie	05 à 39
Construction	41 à 43
Commerce	45 à 47
Hôtellerie - Restauration	55-56
Transport	49 à 51
Services	52-53, 58 à 99

1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an	
Circulation fiduciaire	12 788	13 001	13 214	14 041	14 697	15 359	14 958	15 051	14 905	-1,0%	1,4%	
Billets	10 940	11 083	11 242	12 018	12 640	13 267	12 874	12 954	12 794	-1,2%	1,2%	
Pièces	1 848	1 918	1 972	2 023	2 057	2 092	2 084	2 097	2 111	0,7%	2,6%	
Dépôts à vue	132 364	135 697	149 923	152 409	148 556	156 507	156 086	151 811	150 879	-0,6%	1,6%	
TOTAL M1	145 152	148 698	163 137	166 449	163 252	171 866	171 043	166 861	165 783	-0,6%	1,6%	
M2-M1	67 447	60 431	105 334	109 605	101 382	100 998	99 891	99 126	100 907	1,8%	-0,5%	
Comptes sur livrets	67 240	60 231	105 119	109 385	101 078	100 684	99 574	98 774	100 566	1,8%	-0,5%	
Comptes épargne logement	207	200	215	221	305	314	317	351	342	-2,8%	12,1%	
TOTAL M2	212 599	209 129	268 471	276 054	264 635	272 864	270 934	265 987	266 691	0,3%	0,8%	
M3-M2	147 094	178 325	120 109	118 681	118 338	134 571	130 898	126 382	120 146	-4,9%	1,5%	
Dépôts à terme	136 752	165 817	111 718	114 579	114 642	129 117	127 466	121 197	118 000	-2,6%	2,9%	
Titres de créance négociables	2 623	2 423	688	452	1 015	3 200	1 200	3 130	0	ns	ns	
Bons de caisse	7 720	10 086	7 703	3 649	2 681	2 254	2 232	2 055	2 146	4,4%	-20,0%	
Total M3	359 693	387 454	388 580	394 735	382 973	407 435	401 832	392 370	386 837	-1,4%	1,0%	
P1	11 720	11 428	12 178	13 702	14 895	15 195	16 041	16 288	16 317	0,2%	9,5%	
Plans d'épargne logement	11 720	11 428	12 178	13 702	14 895	15 195	16 041	16 288	16 317	0,2%	9,5%	
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
M3+P1	371 413	398 882	400 758	408 437	397 868	422 630	417 873	408 658	403 154	-1,3%	1,3%	

Agrégats monétaires



Conjoncture financière et bancaire

1.2 La circulation fiduciaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an	
En nombre	6 019 995	6 374 165	6 540 635	7 113 131	7 299 693	7 633 110	7 333 252	7 484 047	7 402 113	-1,1%	1,4%	
10 000 F CFP	964 128	982 991	1 014 139	1 079 195	1 080 433	1 196 660	1 142 635	1 168 548	1 142 544	-2,2%	5,7%	
5 000 F CFP	539 946	527 585	482 129	473 579	458 102	510 395	448 282	486 179	456 186	-6,2%	-0,4%	
1 000 F CFP	3 108 421	3 328 594	3 433 631	3 753 786	3 848 563	3 983 997	3 853 994	3 934 989	3 888 132	-1,2%	1,0%	
500 F CFP	1 407 500	1 534 995	1 610 736	1 806 571	1 912 595	1 942 058	1 888 341	1 894 331	1 915 251	1,1%	0,1%	
En millions de F CFP	16 153	16 564	16 791	17 817	17 900	19 474	18 466	18 999	18 552	-2,3%	3,6%	
10 000 F CFP	9 641	9 830	10 141	10 792	10 804	11 967	11 426	11 685	11 425	-2,2%	5,7%	
5 000 F CFP	2 700	2 638	2 411	2 368	2 291	2 552	2 241	2 431	2 281	-6,2%	-0,4%	
1 000 F CFP	3 108	3 329	3 434	3 754	3 849	3 984	3 854	3 935	3 888	-1,2%	1,0%	
500 F CFP	704	767	805	903	956	971	944	947	958	1,1%	0,1%	

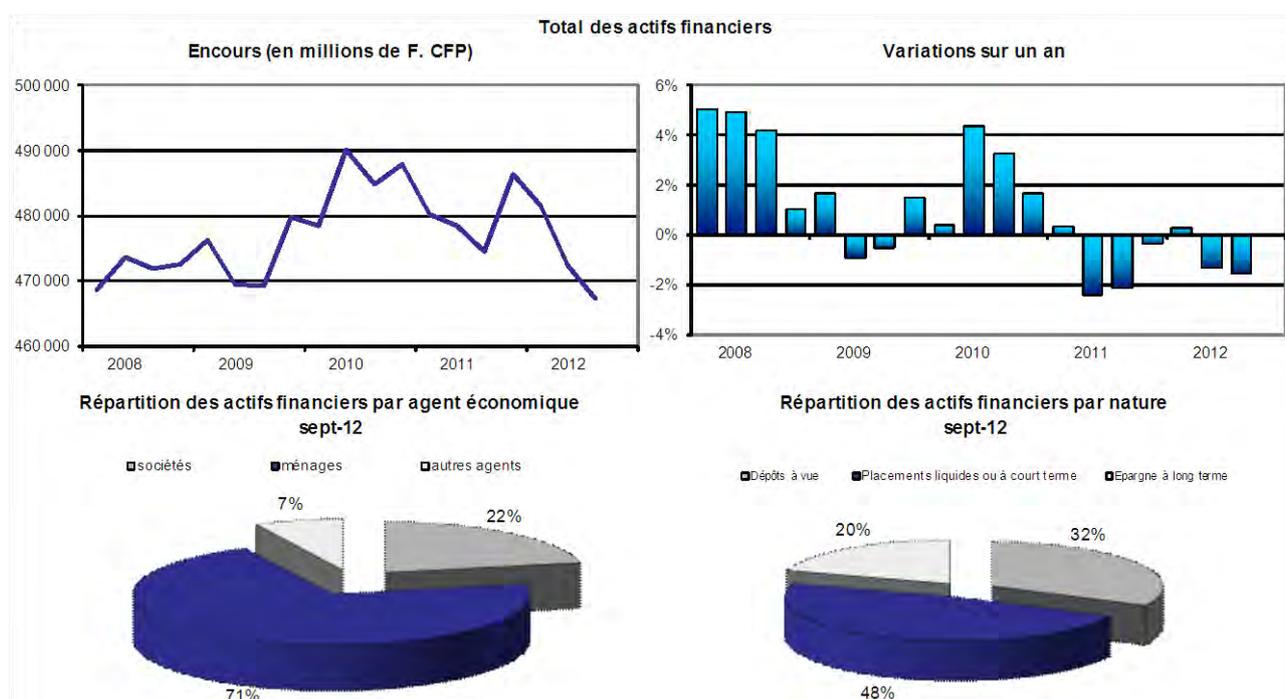
Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an	
En nombre	159 862 184	166 883 103	171 851 888	175 427 758	180 241 429	181 812 024	182 285 488	183 138 098	184 020 048	0,5%	2,1%	
100 F CFP	10 168 779	10 523 764	10 840 571	11 024 295	11 308 822	11 546 820	11 463 575	11 536 048	11 625 622	0,8%	2,8%	
50 F CFP	4 289 051	4 495 057	4 584 676	4 644 692	4 748 936	4 835 431	4 821 933	4 844 681	4 868 257	0,5%	2,5%	
20 F CFP	11 269 242	11 620 266	11 920 536	12 083 314	12 384 459	12 552 937	12 530 439	12 596 687	12 678 775	0,7%	2,4%	
10 F CFP	15 769 462	16 437 282	16 831 965	17 128 580	17 673 624	17 910 127	17 937 144	18 085 099	18 241 646	0,9%	3,2%	
5 F CFP	18 150 977	18 917 409	19 583 426	20 012 530	20 499 438	20 653 820	20 735 020	20 824 205	20 955 850	0,6%	2,2%	
2 F CFP	42 464 411	44 287 364	45 612 868	46 609 446	47 839 541	48 124 388	48 354 888	48 561 889	48 712 399	0,3%	1,8%	
1 F CFP	57 750 262	60 601 961	62 477 846	63 924 901	65 786 609	66 188 501	66 442 489	66 689 489	66 937 499	0,4%	1,7%	
En millions de F CFP	1 848	1 918	1 972	2 005	2 057	2 092	2 084	2 097	2 111	0,7%	2,6%	
100 F CFP	1 017	1 052	1 084	1 102	1 131	1 155	1 146	1 154	1 163	0,8%	2,8%	
50 F CFP	214	225	229	232	237	242	241	242	243	0,5%	2,5%	
20 F CFP	225	232	238	242	248	251	251	252	254	0,7%	2,4%	
10 F CFP	158	164	168	171	177	179	179	181	182	0,9%	3,2%	
5 F CFP	91	95	98	100	102	103	104	104	105	0,6%	2,2%	
2 F CFP	85	89	91	93	96	96	97	97	97	0,3%	1,8%	
1 F CFP	58	61	62	64	66	66	66	67	67	0,4%	1,7%	

1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an	
Avoirs hors zone d'émission	100 910	110 165	120 488	131 631	115 277	127 653	121 543	116 228	121 927	4,9%	5,8%	
Institut d'émission	28 202	17 508	24 939	34 474	28 861	32 798	32 205	30 069	39 868	32,6%	38,1%	
Etablissements de crédit	72 708	92 657	95 549	97 157	86 416	94 855	89 338	86 159	82 058	-4,8%	-5,0%	
Créances du Trésor public	7 001	8 086	10 442	4 709	5 230	5 366	5 276	5 633	5 910	4,9%	13,0%	
Concours sur ressources monétaires	251 782	269 204	257 649	258 395	262 466	274 415	275 013	270 509	259 000	-4,3%	-1,3%	
Concours de caractère bancaire des EC locaux	419 929	455 417	463 892	481 681	483 240	484 665	483 979	484 695	484 404	-0,1%	0,2%	
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	168 147	186 214	206 242	223 286	220 774	210 250	208 965	214 186	225 404	5,2%	2,1%	
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	33 379	34 655	39 363	38 541	41 524	42 355	42 468	44 066	44 272	0,5%	6,6%	
Provisions sur créances douteuses	15 892	15 956	20 090	25 326	28 627	28 882	29 381	30 002	31 205	4,0%	9,0%	
Engagements hors zone d'émission	82 744	106 848	119 771	133 640	124 864	117 117	113 471	111 881	117 663	5,2%	-5,8%	
Epargne contractuelle	11 720	11 428	12 178	13 702	14 895	15 195	16 041	16 288	16 317	0,2%	9,5%	
Divers	24 413	17 327	14 841	12 076	10 864	6 701	7 604	11 949	15 946	33,5%	46,8%	
Total M3	359 693	387 454	388 580	394 735	382 973	407 435	401 832	392 370	386 837	-1,4%	1,0%	
Position extérieure nette	-10 036	-14 191	-24 222	-36 483	-38 448	-22 262	-24 134	-25 722	-35 605	38,4%	-7,4%	

2. Les avoirs financiers des agents économiques

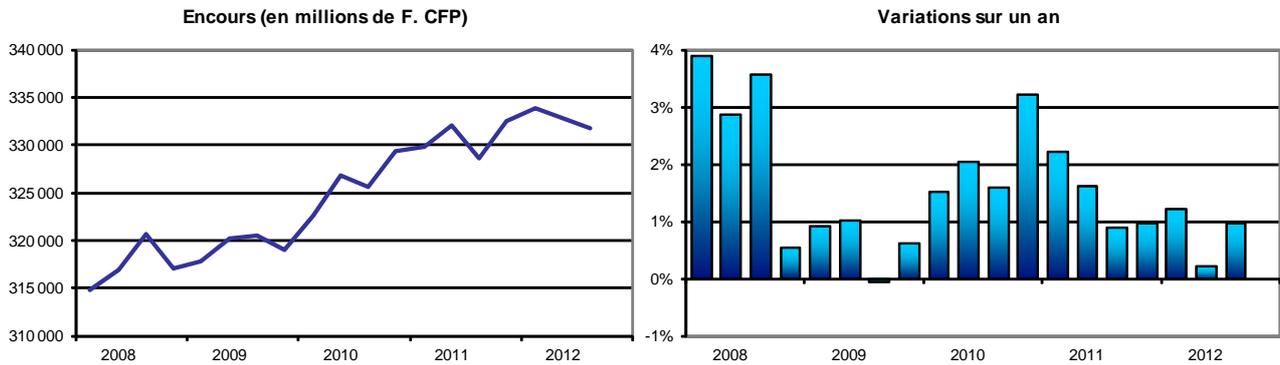
Actifs par agent	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an	
Sociétés	93 078	94 722	94 694	111 778	105 114	107 996	101 340	102 036	102 007	0,0%	-3,0%	
Dépôts à vue	48 942	47 598	56 236	65 997	63 111	67 372	64 248	62 893	60 098	-4,4%	-4,8%	
Placements liquides ou à court terme	42 929	46 566	37 991	45 234	41 508	40 273	36 699	38 804	41 351	6,6%	-0,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	2	0	0	0	0	0	0	0	0		-100,0%	
Placements indexés sur les taux du marché	42 926	46 565	37 991	45 234	41 508	40 273	36 699	38 804	41 351	6,6%	-0,4%	
dont comptes à terme	31 562	35 113	31 565	41 275	39 332	35 977	34 398	34 645	40 027	15,5%	1,8%	
dont OPCVM monétaires	5 515	3 878	2 458	2 226	427	365	343	343	640	86,4%	49,7%	
dont certificats de dépôts	2 623	2 423	688	452	1 015	3 200	1 200	3 130	0	-100,0%	-100,0%	
Epargne à long terme	1 207	559	467	547	495	352	392	339	559	64,9%	12,9%	
dont OPCVM non monétaires	1 076	440	304	370	250	163	174	237	421	77,4%	68,9%	
Ménages	309 515	320 601	320 471	325 611	328 554	332 493	333 868	332 856	331 788	-0,3%	1,0%	
Dépôts à vue	71 379	68 324	72 441	73 768	72 336	73 972	73 268	74 584	73 147	-1,9%	1,1%	
Placements liquides ou à court terme	163 407	184 330	175 167	167 368	165 308	167 140	168 532	165 554	165 562	0,0%	0,2%	
Comptes d'épargne à régime spécial	64 971	58 125	102 691	106 844	98 538	98 592	97 539	97 026	98 795	1,8%	0,3%	
Livrets ordinaires	64 765	57 925	102 476	106 623	98 233	98 278	97 222	96 674	98 453	1,8%	0,2%	
Comptes d'épargne logement	207	200	215	221	304	314	317	351	342	-2,8%	12,2%	
Placements indexés sur les taux du marché	98 436	126 205	72 476	60 524	66 770	68 548	70 993	68 529	66 768	-2,6%	0,0%	
dont comptes à terme	89 332	114 005	62 567	55 406	62 963	65 317	68 049	65 964	64 314	-2,5%	2,1%	
dont bons de caisse	4 490	4 931	4 420	2 366	1 945	1 517	1 467	1 363	1 456	6,8%	-25,2%	
dont OPCVM monétaires	4 614	7 270	5 490	2 752	1 862	1 714	1 477	1 201	998	-16,9%	-46,4%	
Epargne à long terme	74 729	67 947	72 863	84 475	90 910	91 380	92 068	92 717	93 079	0,4%	2,4%	
Plans d'épargne logement	11 720	11 428	12 178	13 687	14 872	15 172	16 013	16 260	16 296	0,2%	9,6%	
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Portefeuille-titres	3 346	2 045	4 821	5 637	5 215	5 284	5 759	5 603	6 059	8,1%	16,2%	
OPCVM non monétaires	15 358	7 581	6 750	6 024	5 124	5 058	5 039	4 734	4 591	-3,0%	-10,4%	
Contrats d'assurance-vie	44 305	46 892	49 114	59 127	65 699	65 867	65 257	66 121	66 133	0,0%	0,7%	
Autres agents	49 959	56 435	54 126	47 352	40 861	45 994	46 420	37 490	33 557	-10,5%	-17,9%	
Dépôts à vue	12 042	19 775	21 246	12 643	13 109	15 163	18 569	14 334	17 634	23,0%	34,5%	
Placements liquides ou à court terme	23 113	24 673	20 935	21 621	15 632	30 639	27 655	22 973	15 814	-31,2%	1,2%	
Comptes d'épargne à régime spécial	2 473	2 306	2 643	2 761	2 844	2 406	2 352	2 100	2 113	0,6%	-25,7%	
Placements indexés sur les taux du marché	20 640	22 367	18 292	18 860	12 788	28 233	25 303	20 873	13 701	-34,4%	7,1%	
dont comptes à terme	15 857	16 700	17 587	17 899	12 348	27 822	25 019	20 588	13 660	-33,7%	10,6%	
Epargne à long terme	14 804	11 987	11 945	13 087	12 120	192	196	184	109	-40,5%	-99,1%	
TOTAL	452 552	471 759	469 292	484 741	474 529	486 483	481 629	472 382	467 353	-1,1%	-1,5%	
Dépôts à vue	132 364	135 697	149 923	152 409	148 556	156 507	156 086	151 811	150 879	-0,6%	1,6%	
Placements liquides ou à court terme	229 449	255 569	234 093	234 224	222 448	238 052	232 887	227 331	222 727	-2,0%	0,1%	
Comptes d'épargne à régime spécial	67 447	60 431	105 334	109 605	101 382	100 998	99 891	99 126	100 907	1,8%	-0,5%	
Placements indexés sur les taux du marché	162 002	195 137	128 759	124 618	121 066	137 054	132 996	128 206	121 820	-5,0%	0,6%	
Epargne à long terme	90 739	80 493	85 275	98 109	103 525	91 924	92 656	93 240	93 747	0,5%	-9,4%	



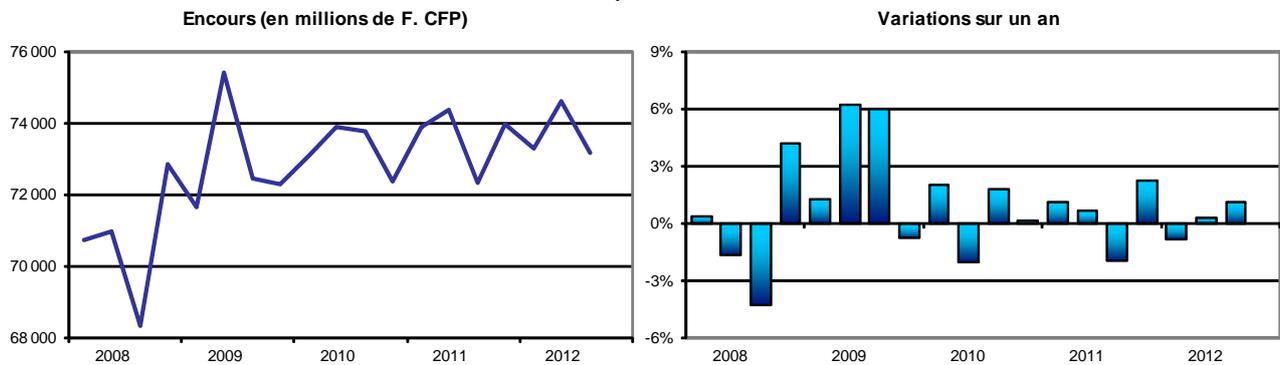
Conjoncture financière et bancaire

2.1 Les avoirs des ménages

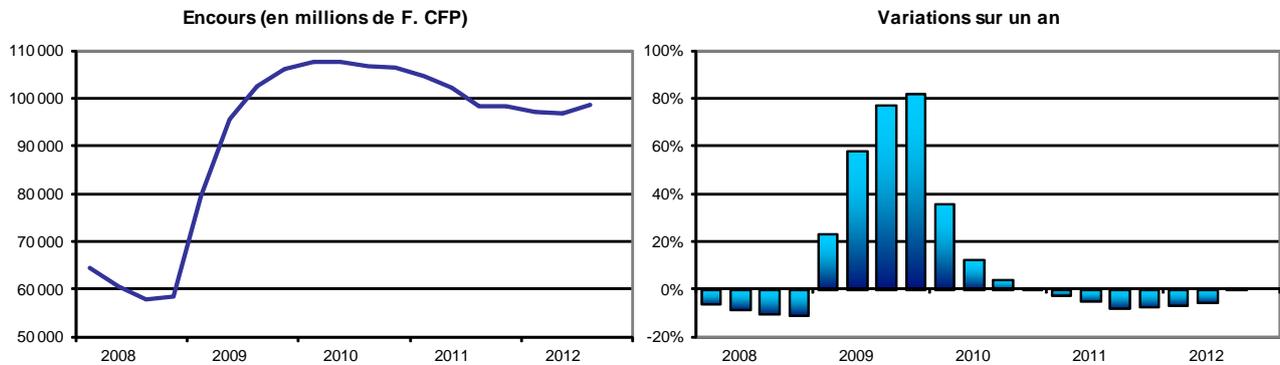
Total des actifs financiers



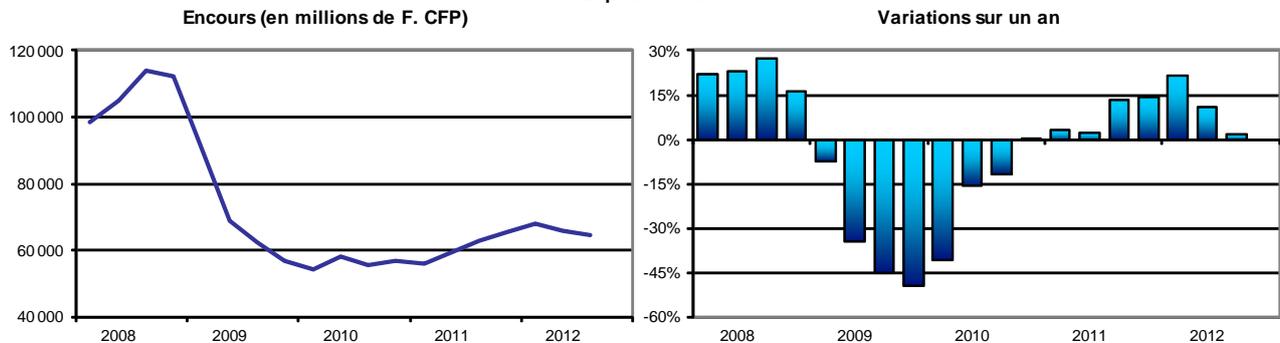
Dépôts à vue



Livrets ordinaires

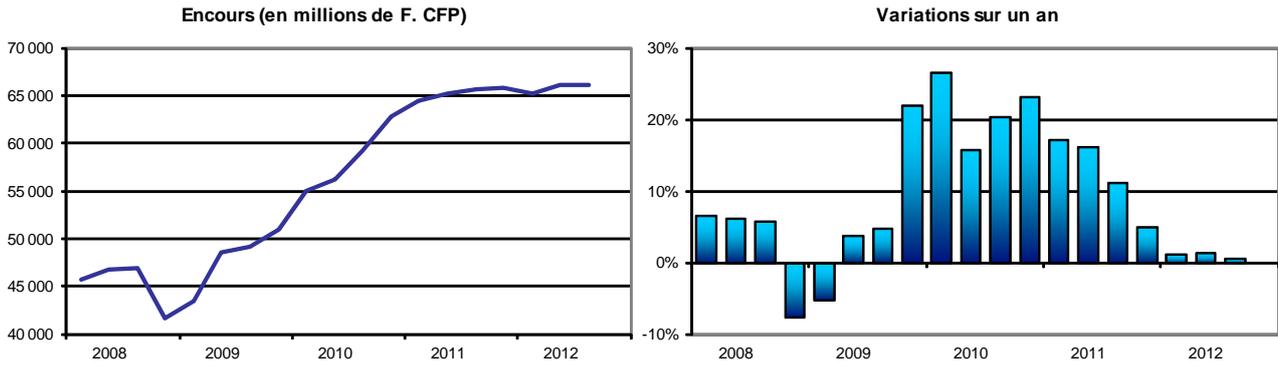


Dépôts à terme

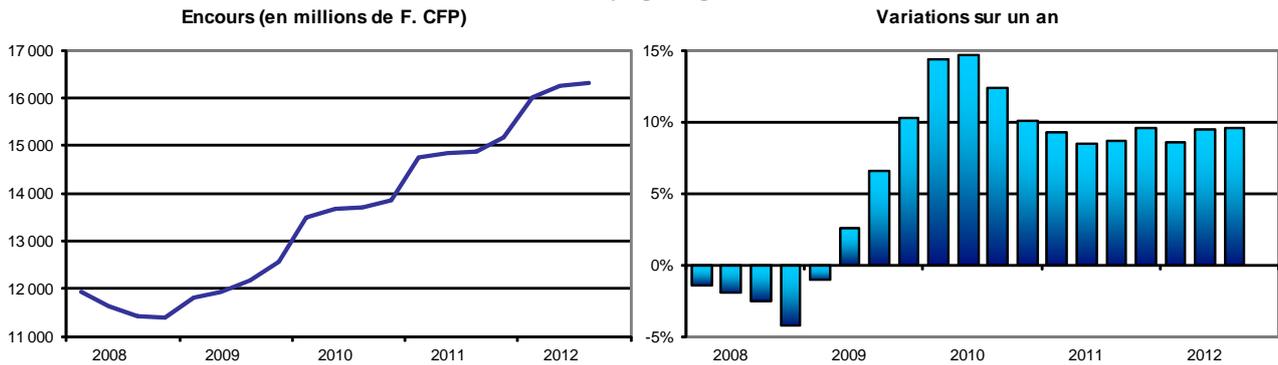


Conjoncture financière et bancaire

Contrats d'assurance-vie

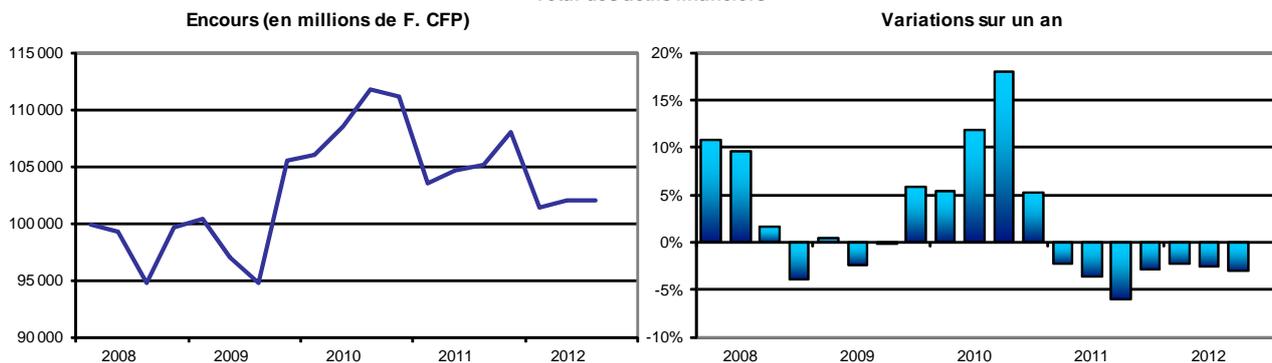


Plans d'épargne logement

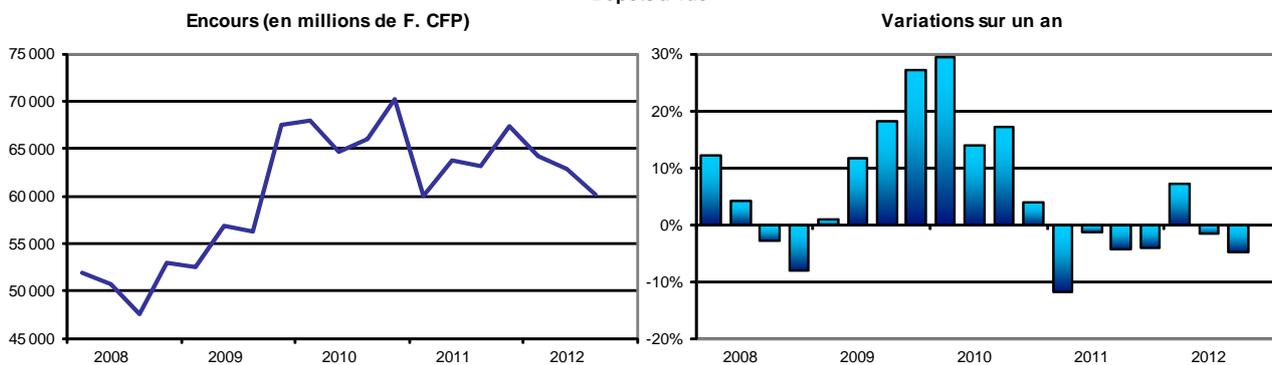


2.2 Les avoirs des sociétés

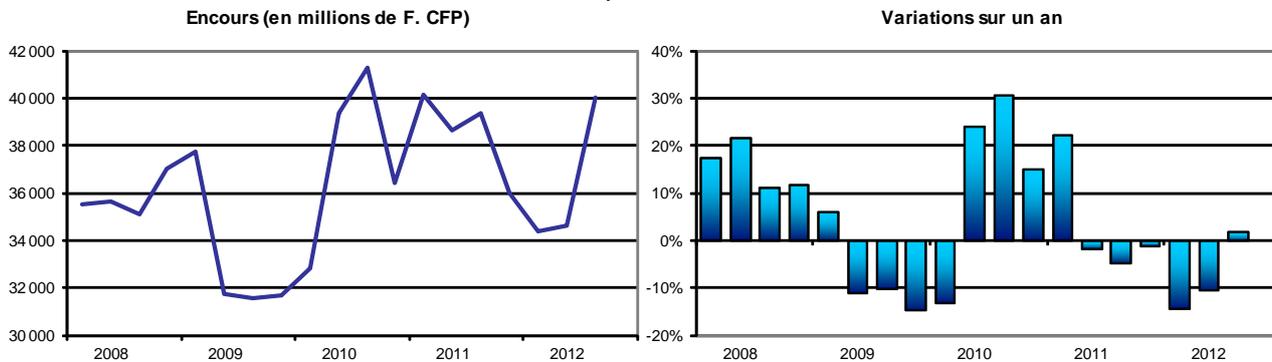
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



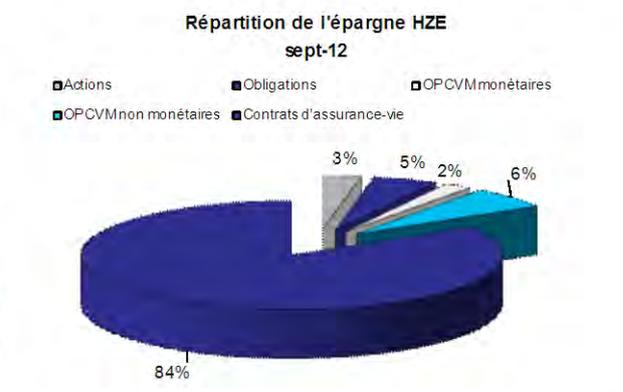
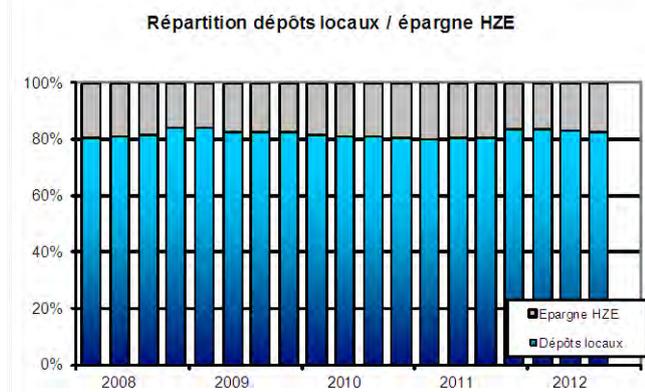
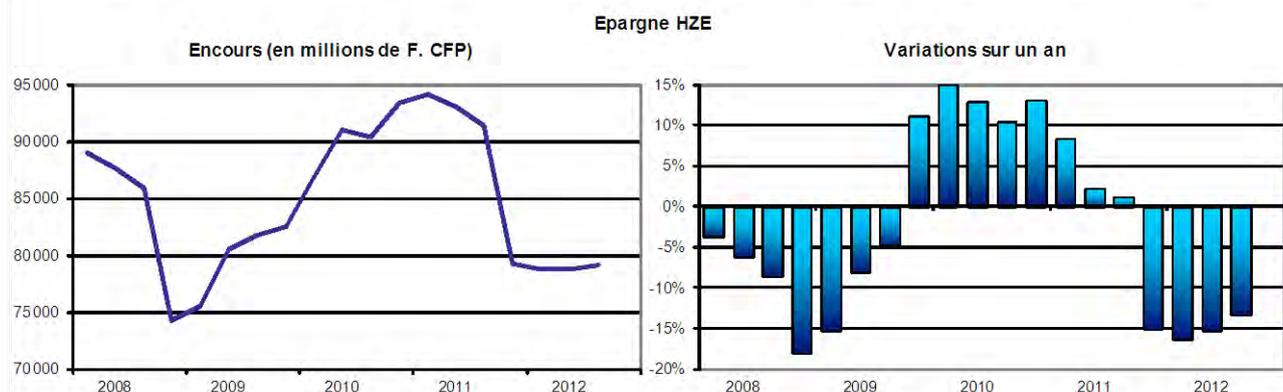
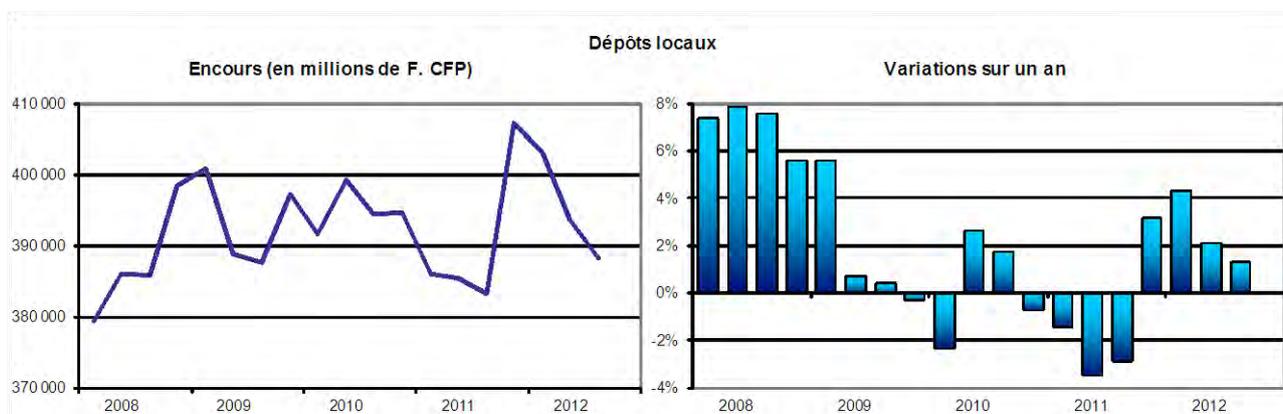
Dépôts à terme



Conjoncture financière et bancaire

2.3 Les avoirs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an
Dépôts locaux	358 624	385 882	387 545	394 397	383 172	407 271	402 915	393 607	388 250	-1,4%	1,3%
Dépôts à vue	132 364	135 697	149 923	152 409	148 556	156 507	156 086	151 811	150 879	-0,6%	1,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	79 166	71 859	117 512	123 308	116 278	116 193	115 931	115 414	117 225	1,6%	0,8%
Livrets ordinaires	66 021	59 003	104 256	108 981	100 687	100 684	99 574	98 774	100 566	1,8%	-0,1%
Comptes d'épargne logement	207	200	215	221	305	314	317	351	342	-2,8%	12,1%
Plans d'épargne logement	11 720	11 428	12 178	13 702	14 895	15 195	16 041	16 288	16 317	0,2%	9,5%
Dépôts à terme	136 752	165 817	111 718	114 579	114 642	129 117	127 466	121 197	118 000	-2,6%	2,9%
Bons de caisse	7 720	10 086	7 703	3 649	2 681	2 254	2 232	2 055	2 146	4,4%	-20,0%
Titres de créances négociables	2 623	2 423	688	452	1 015	3 200	1 200	3 130	0	ns	ns
Epargne hors zone d'émission	93 928	85 877	81 747	90 344	91 358	79 212	78 714	78 775	79 103	0,4%	-13,4%
Actions	3 021	1 968	2 655	2 827	2 500	2 455	2 730	2 307	2 339	1,4%	-6,4%
Obligations	576	248	2 446	3 118	3 035	3 159	3 387	3 526	3 927	11,4%	29,4%
OPCVM monétaires	14 908	16 812	8 650	5 938	2 727	2 483	2 098	1 823	1 674	-8,2%	-38,6%
OPCVM non monétaires	31 118	19 956	18 882	19 335	17 397	5 248	5 242	4 997	5 030	0,7%	-71,1%
Contrats d'assurance-vie	44 305	46 892	49 114	59 127	65 699	65 867	65 257	66 121	66 133	0,0%	0,7%
TOTAL	452 552	471 759	469 292	484 741	474 529	486 483	481 629	472 382	467 353	-1,1%	-1,5%



Conjoncture financière et bancaire

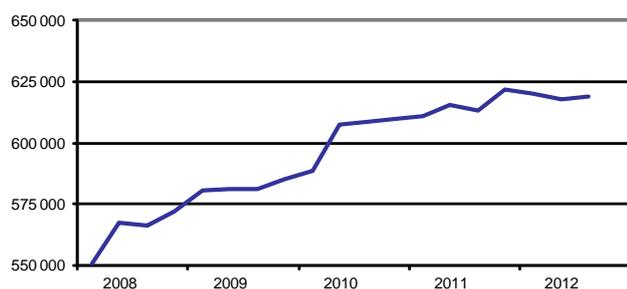
3. L'endettement des agents économiques

3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

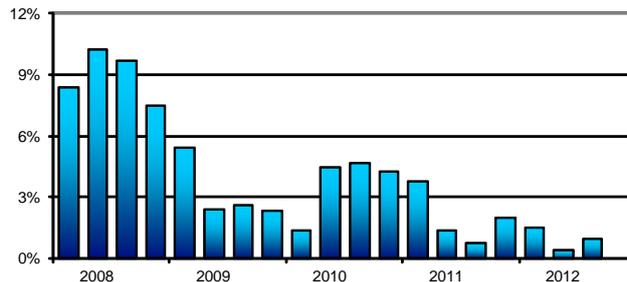
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an
Entreprises	175 197	191 375	188 053	192 180	187 153	181 926	181 562	182 861	181 269	-0,9%	-3,1%
Crédits d'exploitation	74 312	76 651	81 540	95 070	93 335	88 669	88 718	88 370	85 521	-3,2%	-8,4%
<i>Créances commerciales</i>	4 615	4 510	3 353	2 989	3 081	2 995	2 504	2 744	2 489	-9,3%	-19,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	36 842	43 241	40 848	47 544	49 362	46 751	43 999	46 517	45 744	-1,7%	-7,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 321	4 488	4 235	4 233	3 613	4 070	3 390	3 336	3 302	-1,0%	-8,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	32 854	28 900	37 339	44 537	40 892	38 923	42 215	39 109	37 289	-4,7%	-8,8%
Crédits d'investissement	65 609	68 424	70 422	65 155	64 677	66 117	65 453	66 887	68 446	2,3%	5,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	61 482	66 270	68 624	63 664	63 460	64 974	64 350	65 830	67 335	2,3%	6,1%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 664	5 820	5 456	5 186	5 007	4 907	4 749	4 574	4 627	1,2%	-7,6%
<i>Crédit-bail</i>	4 127	2 155	1 798	1 491	1 217	1 144	1 103	1 057	1 111	5,1%	-8,7%
Crédits à l'habitat	14 539	19 661	21 777	18 708	17 972	17 711	17 992	18 195	18 168	-0,1%	1,1%
Autres crédits	20 737	26 639	14 315	13 246	11 168	9 428	9 399	9 408	9 133	-2,9%	-18,2%
Ménages	242 081	259 757	267 276	267 844	268 061	270 491	268 408	268 363	269 856	0,6%	0,7%
Crédits à la consommation	94 802	103 163	102 129	99 016	92 163	91 984	89 356	88 394	88 460	0,1%	-4,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	85 916	94 796	94 967	92 692	86 295	86 089	83 819	83 063	83 161	0,1%	-3,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 821	5 309	4 686	4 333	3 917	3 927	3 613	3 602	3 520	-2,3%	-10,1%
<i>Crédit-bail</i>	3 066	3 058	2 477	1 991	1 950	1 968	1 923	1 729	1 779	2,9%	-8,8%
Crédits à l'habitat	139 300	149 504	158 536	162 736	169 416	171 790	172 086	172 779	174 007	0,7%	2,7%
Autres crédits	7 980	7 090	6 611	6 091	6 482	6 718	6 966	7 190	7 389	2,8%	14,0%
Collectivités locales	61 157	72 888	81 232	90 786	90 421	97 944	98 576	95 250	95 996	0,8%	6,2%
Crédits d'exploitation	2 901	4 525	1 119	662	659	4 227	4 288	961	614	-36,1%	-6,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 757	3 126	1 030	554	658	4 174	4 273	961	614	-36,1%	-6,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	143	1 399	89	108	0	52	15	0	0	ns	-80,7%
Crédits d'investissement	55 215	65 482	77 509	87 254	86 555	92 103	92 691	92 826	93 926	1,2%	8,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	55 215	65 478	77 505	87 254	86 555	92 103	92 691	92 826	93 926	1,2%	8,5%
<i>Crédit-bail</i>	0	4	3	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	1 833	1 794	1 805	2 587	2 983	1 263	1 262	1 197	1 195	-0,2%	-59,9%
Autres crédits	1 209	1 086	799	282	224	351	335	266	262	-1,5%	16,7%
Autres agents de CCB non ventilés	12 429	13 110	7 376	8 668	9 015	9 135	9 859	10 579	9 716	-8,2%	7,8%
Total encours sain	490 864	537 130	543 937	559 477	554 649	559 495	558 404	557 052	556 836	0,0%	0,4%
Créances douteuses brutes	25 059	29 029	37 217	48 928	58 466	62 456	61 773	60 789	62 097	2,2%	6,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	9 167	12 963	17 017	23 492	29 497	33 360	32 172	30 575	30 681	0,3%	4,0%
<i>dont entreprises</i>	3 820	7 525	10 915	17 533	21 513	24 916	24 362	21 506	22 811	6,1%	6,0%
<i>dont ménages</i>	5 179	5 406	6 089	5 946	7 794	7 778	7 762	8 397	7 831	-6,7%	0,5%
<i>Provisions</i>	15 892	16 066	20 200	25 436	28 968	29 096	29 600	30 214	31 416	4,0%	8,4%
Total encours brut	515 923	566 159	581 154	608 405	613 114	621 952	620 177	617 841	618 933	0,2%	0,9%
Taux de créances douteuses	4,9%	5,1%	6,4%	8,0%	9,5%	10,0%	10,0%	9,8%	10,0%	0,2 pt	0,5 pt
Taux de provisionnement	63,4%	55,3%	54,3%	52,0%	49,5%	46,6%	47,9%	49,7%	50,6%	0,9 pt	1 pt

Encours de crédit brut

Encours (en millions de F. CFP)

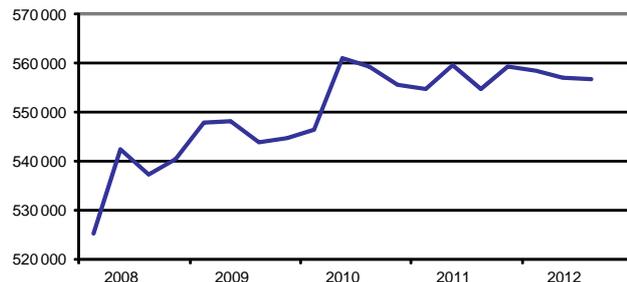


Variations sur un an

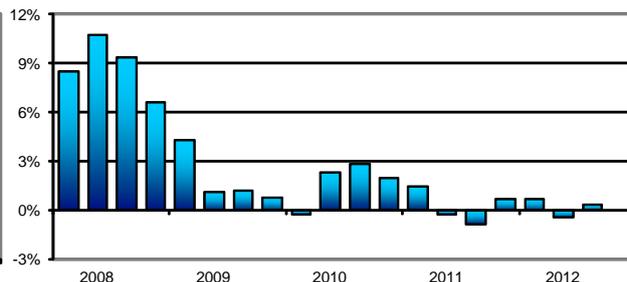


Encours de crédit sain

Encours (en millions de F. CFP)



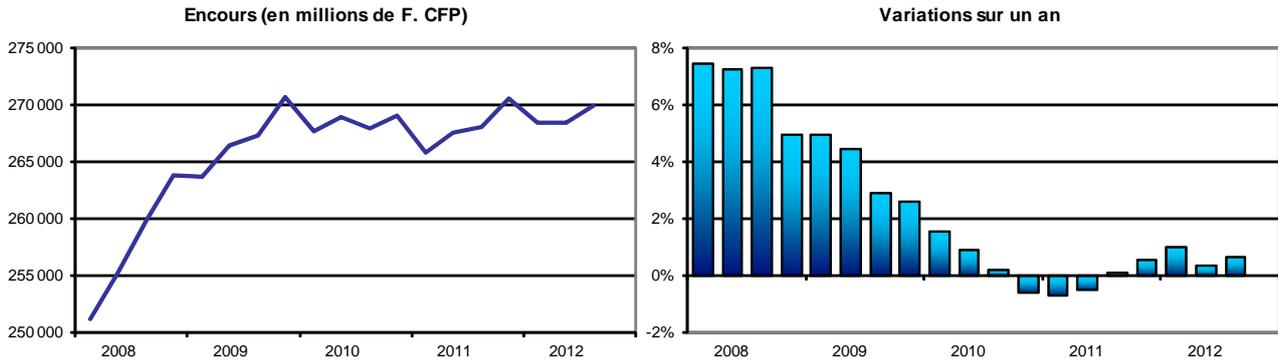
Variations sur un an



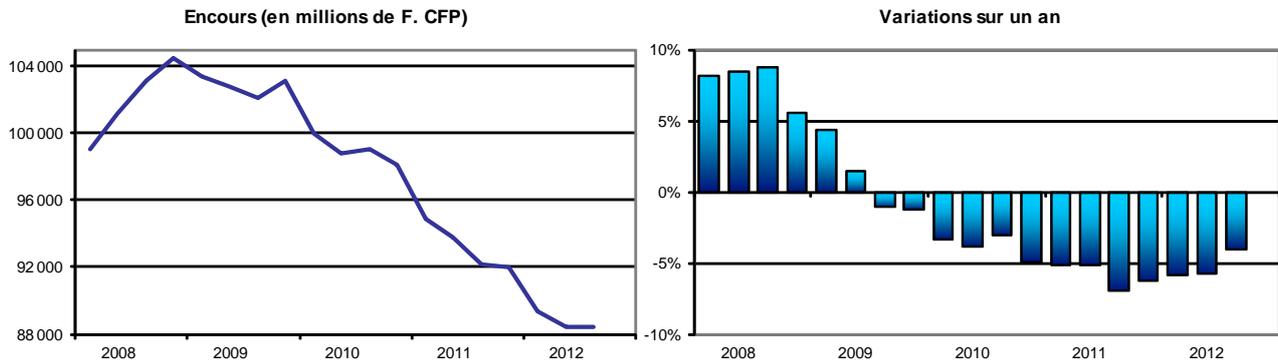
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des ménages

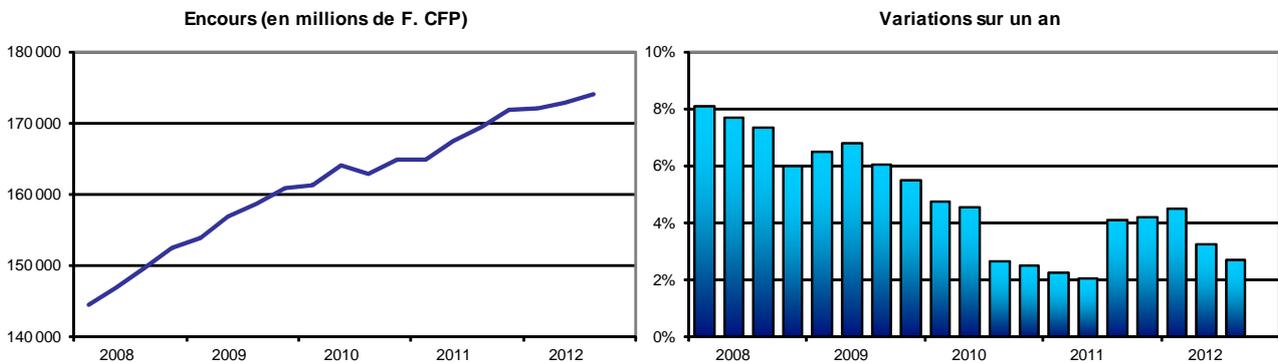
Encours de crédit sain



Crédit à la consommation



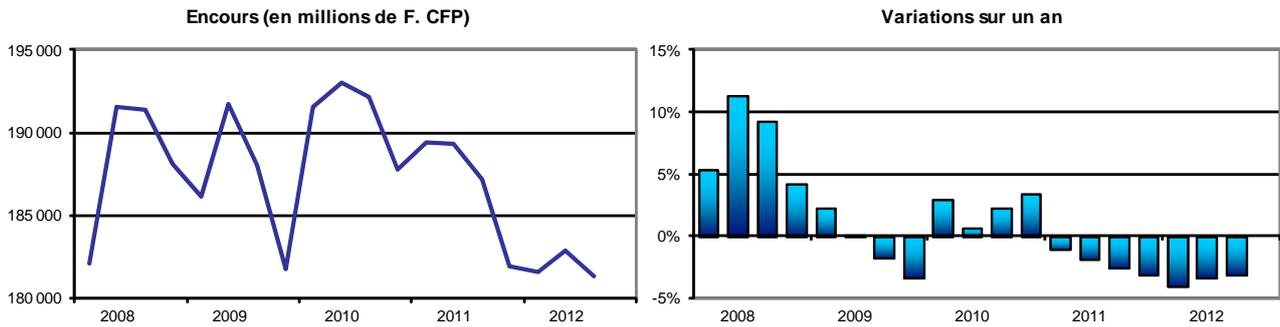
Crédit à l'habitat



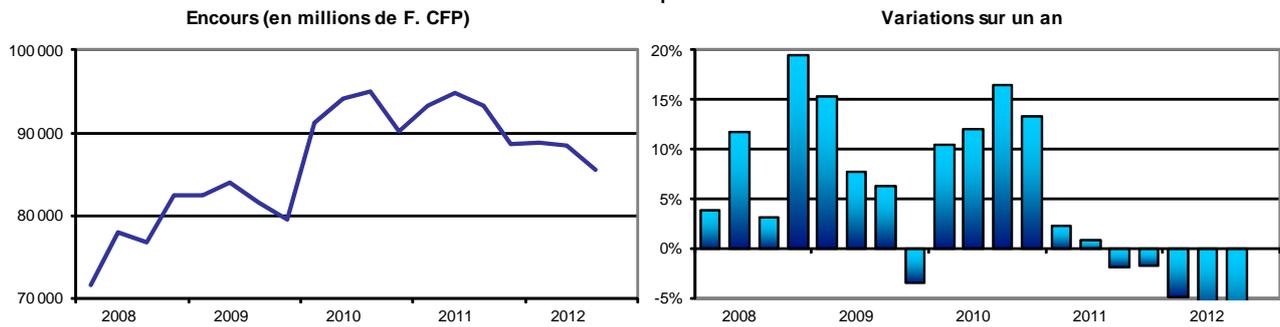
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises

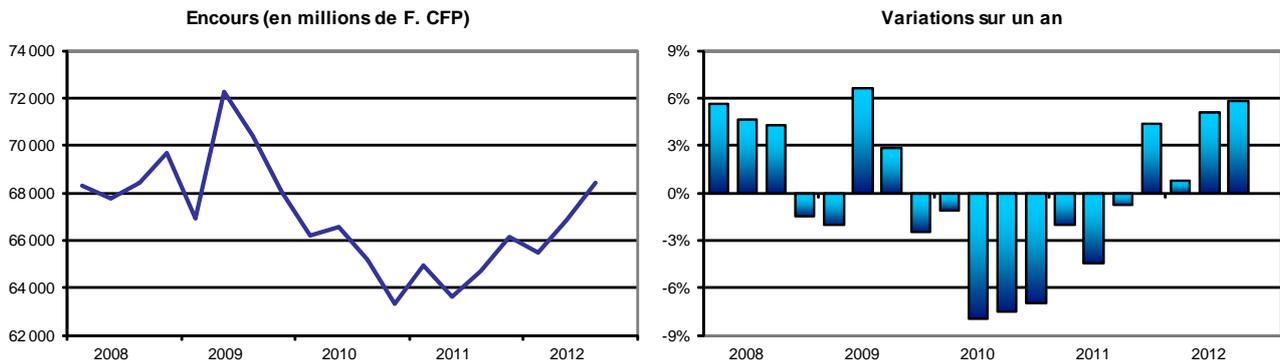
Encours de crédit sain



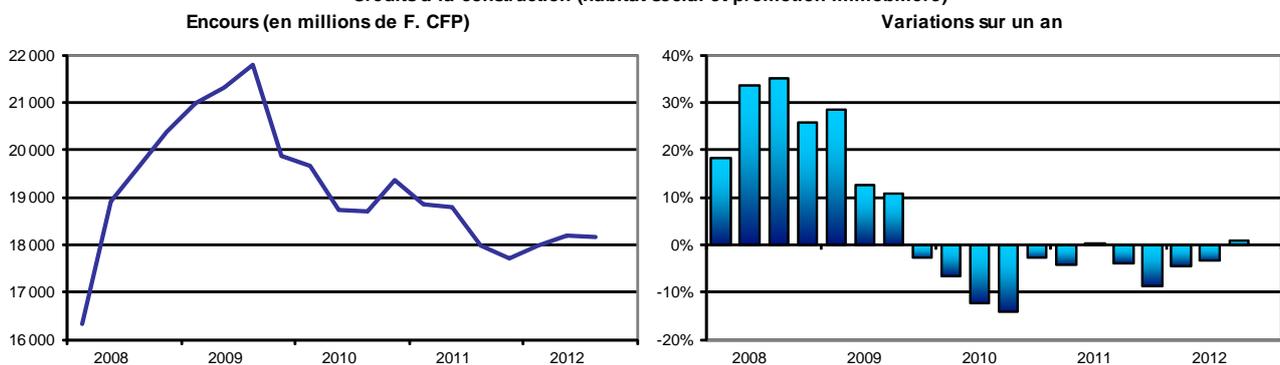
Crédits d'exploitation



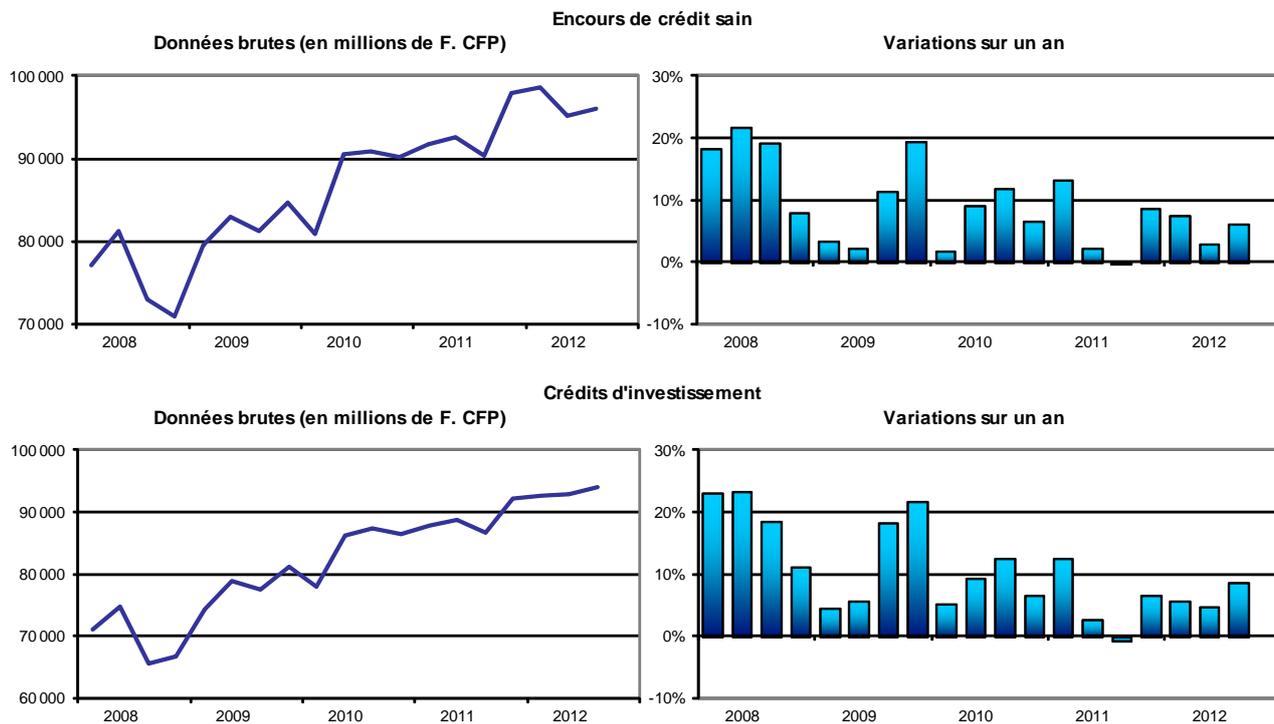
Crédits d'investissement



Crédits à la construction (habitat social et promotion immobilière)



L'endettement des collectivités locales



Conjoncture financière et bancaire

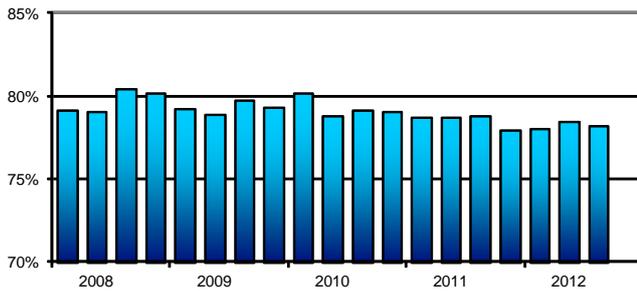
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an
Entreprises	162 412	177 320	175 898	181 053	175 643	171 330	171 891	171 851	170 435	-0,8%	-3,0%
Crédits d'exploitation	74 070	76 336	81 427	94 874	92 213	87 545	88 400	88 132	85 204	-3,3%	-7,6%
<i>Créances commerciales</i>	4 615	4 510	3 353	2 989	2 984	2 898	2 407	2 634	2 381	-9,6%	-20,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	36 670	43 115	40 848	47 544	49 361	46 751	43 998	46 516	45 743	-1,7%	-7,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 321	4 488	4 235	4 233	3 613	4 070	3 390	3 336	3 302	-1,0%	-8,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	32 785	28 711	37 226	44 341	39 868	37 896	41 995	38 982	37 080	-4,9%	-7,0%
<i>Affacturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	53 664	55 126	58 658	54 225	54 310	56 666	56 120	56 979	58 789	3,2%	8,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	51 673	53 333	57 160	53 020	53 374	55 800	55 295	56 187	57 932	3,1%	8,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 652	5 805	5 451	5 163	4 951	4 853	4 695	4 574	4 627	-1,2%	-6,6%
<i>Crédit-bail</i>	1 991	1 793	1 497	1 205	935	866	825	792	857	8,2%	-8,4%
Crédits à l'habitat	14 539	19 661	21 777	18 708	17 952	17 691	17 972	17 332	17 308	-0,1%	-3,6%
Autres crédits	20 138	26 196	14 037	13 246	11 168	9 428	9 399	9 408	9 133	-2,9%	-18,2%
Ménages	214 380	229 749	236 050	235 516	233 085	235 533	233 386	233 473	235 016	0,7%	0,8%
Crédits à la consommation	90 556	98 509	97 112	93 602	86 522	86 341	83 708	82 743	82 657	-0,1%	-4,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	81 670	90 142	89 950	87 278	80 656	80 448	78 173	77 414	77 358	-0,1%	-4,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 821	5 309	4 686	4 333	3 917	3 927	3 613	3 602	3 520	-2,3%	-10,1%
<i>Crédit-bail</i>	3 066	3 058	2 477	1 991	1 948	1 967	1 923	1 727	1 779	3,0%	-8,7%
Crédits à l'habitat	115 844	124 150	132 327	135 847	140 082	142 474	142 711	143 539	144 970	1,0%	3,5%
Autres crédits	7 980	7 090	6 611	6 067	6 482	6 718	6 966	7 190	7 389	2,8%	14,0%
Collectivités locales	6 008	7 226	8 876	8 387	8 361	9 295	9 293	9 484	8 565	-9,7%	2,4%
Crédits d'exploitation	2 901	3 697	1 119	662	659	647	708	961	614	-36,1%	-6,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 757	2 297	1 030	554	658	594	693	961	614	-36,1%	-6,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	143	1 399	89	108	0	52	15	0	0	6,4%	-80,7%
Crédits d'investissement	2 701	3 058	7 366	7 377	7 118	8 088	8 043	8 002	7 436	-7,1%	4,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 701	3 058	7 366	7 377	7 118	8 088	8 043	8 002	7 436	-7,1%	4,5%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	73	70	72	66	359	341	339	321	320	-0,6%	-11,0%
Autres crédits	334	401	319	282	224	220	204	199	195	-2,0%	-12,9%
Autres agents de CCB non ventilés	12 429	12 680	6 098	8 668	9 015	8 947	9 375	10 385	9 444	-9,1%	4,8%
Total encours sain	395 229	426 974	426 922	433 623	426 103	425 105	423 945	425 193	423 460	-0,4%	-0,6%
Créances douteuses brutes	24 686	28 443	36 778	48 059	57 162	60 034	60 052	59 520	60 963	2,4%	6,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	8 794	12 487	16 688	22 733	28 535	31 152	30 671	29 518	29 757	0,8%	4,3%
<i>dont entreprises</i>	3 735	7 252	10 899	17 146	20 999	23 647	23 161	21 395	22 204	3,8%	5,7%
<i>dont ménages</i>	4 890	5 203	5 776	5 574	7 451	7 461	7 462	8 079	7 514	-7,0%	0,9%
<i>Provisions</i>	15 892	15 956	20 090	25 326	28 627	28 882	29 381	30 002	31 205	4,0%	9,0%
Total encours brut	419 915	455 417	463 700	481 682	483 266	485 140	483 996	484 713	484 423	-0,1%	0,2%
Taux de créances douteuses	5,9%	6,2%	7,9%	10,0%	11,8%	12,4%	12,4%	12,3%	12,6%	0,3 pt	0,8 pt
Taux de provisionnement	64,4%	56,1%	54,6%	52,7%	50,1%	48,1%	48,9%	50,4%	51,2%	0,8 pt	1,1 pt

Conjoncture financière et bancaire

Parts de marché des établissements installés localement

Encours de crédit brut total

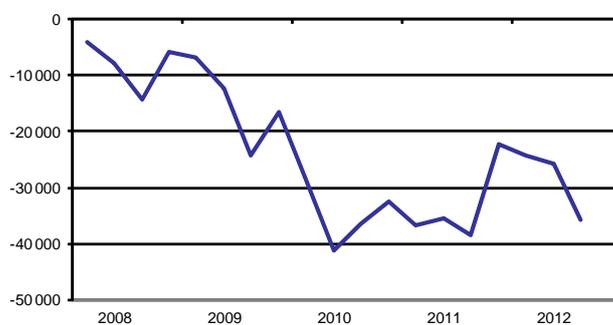


4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emplois-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an
Emplois	434 760	469 993	484 044	502 961	498 929	504 095	504 276	498 437	503 975	1,1%	1,0%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Crédits bruts	419 929	455 417	463 892	481 681	483 240	484 665	483 979	484 695	484 404	-0,1%	0,2%
Réserves obligatoires et libres	14 831	14 576	20 152	21 280	15 689	19 430	20 298	13 742	19 571	42,4%	24,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Ressources	434 760	469 993	484 044	502 961	498 929	504 095	504 276	498 437	503 975	1,1%	1,0%
Dépôts collectés (- encaisses)	346 402	372 305	371 543	383 877	372 594	396 019	392 047	381 930	376 581	-1,4%	1,1%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	49 271	50 611	59 452	63 867	70 151	71 237	71 849	74 068	75 477	1,9%	7,6%
Excédent des opérations diverses des EC	25 507	28 844	24 999	16 835	14 933	12 171	13 986	14 367	14 128	-1,7%	-5,4%
Réescampte	3 544	4 043	3 828	1 898	2 803	2 406	2 261	2 349	2 185	-7,0%	-22,1%
Position extérieure nette des EC (si négative)	10 036	14 191	24 222	36 483	38 448	22 262	24 134	25 722	35 605	38,4%	-7,4%

Position extérieure nette (en millions de F CFP)



4.2 Le réescampte

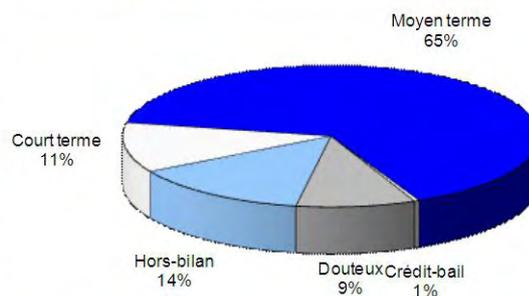
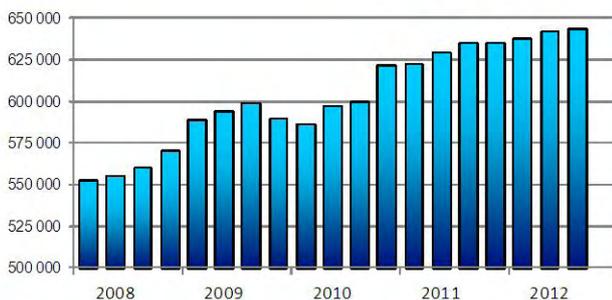
Cotation et réescampte	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an
Cotation											
Nombre d'entreprises cotées	4 745	4 457	4 370	6 209	6 898	7 096	7 314	7 502	7 681	2,4%	11,4%
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 495	1 575	1 650	1 295	1 487	1 579	1 610	1 702	1 817	6,8%	22,2%
Taux d'éligibilité	32%	35%	38%	21%	22%	22%	22%	23%	24%	-	-
Refinancement	3 544	4 042	3 827	1 897	2 803	2 406	2 261	2 349	2 185	-7,0%	-22,1%
Engagements à court terme	1 376	2 097	1 418	980	1 803	1 524	1 365	1 435	1 297	-9,6%	-28,1%
Engagements à moyen terme	2 168	1 945	2 409	917	1 000	882	896	914	888	-2,9%	-11,2%

5. Les engagements sectoriels

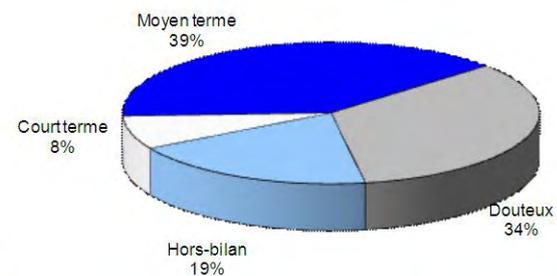
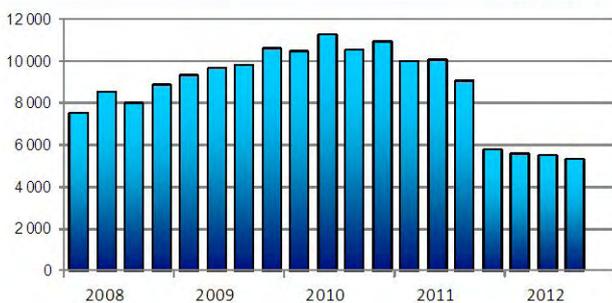
Répartition des engagements par secteur au 30 septembre 2012



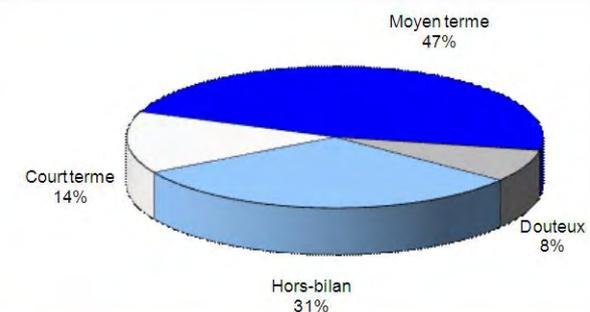
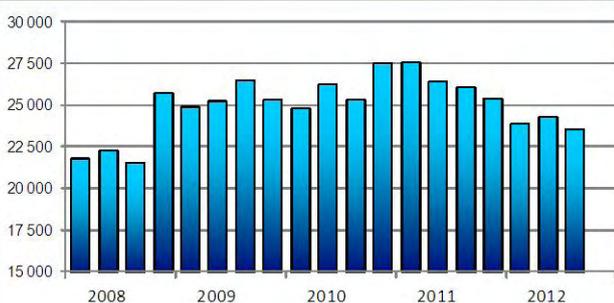
EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR



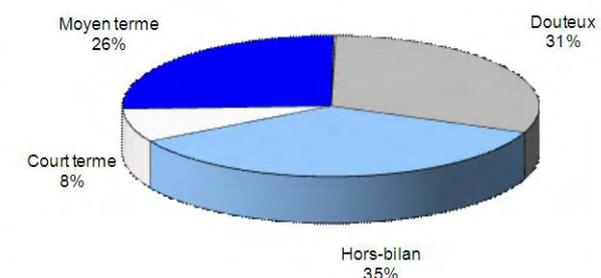
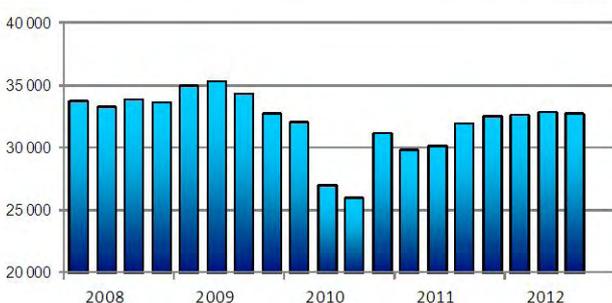
AGRICULTURE, PECHE, ELEVAJE



INDUSTRIE



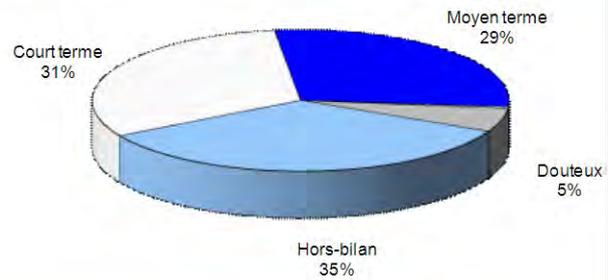
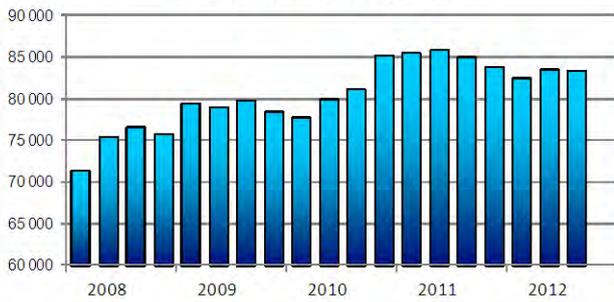
CONSTRUCTION



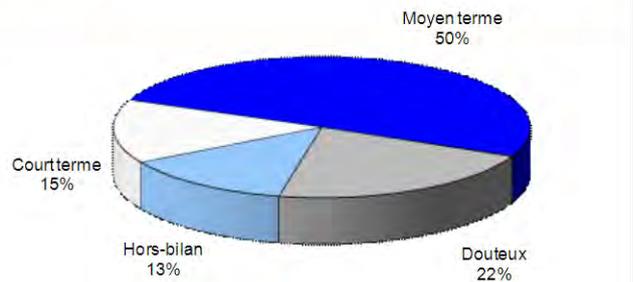
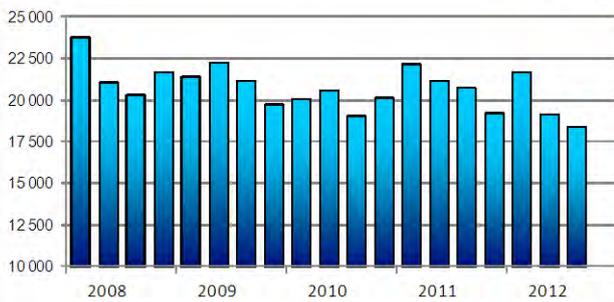
Conjoncture financière et bancaire

COMMERCE

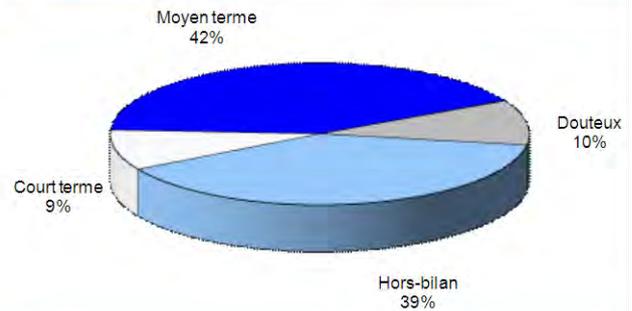
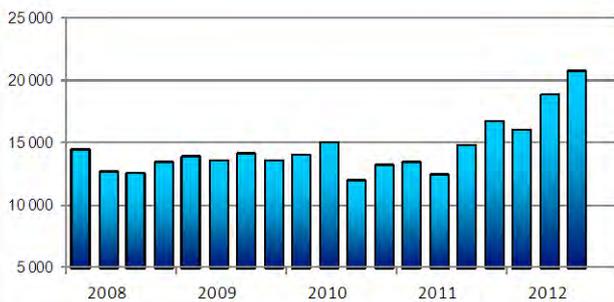
Encours (en millions de F. CFP)



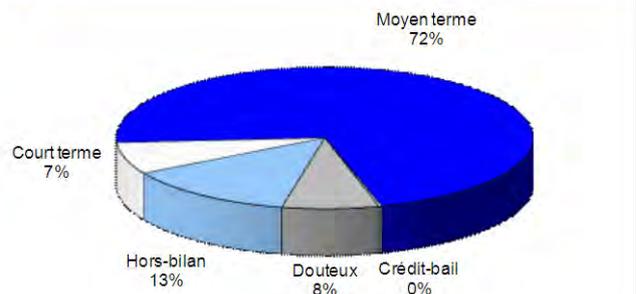
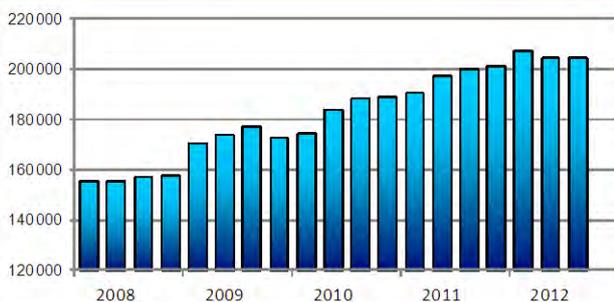
HOTELLERIE - RESTAURATION



TRANSPORT



SERVICES

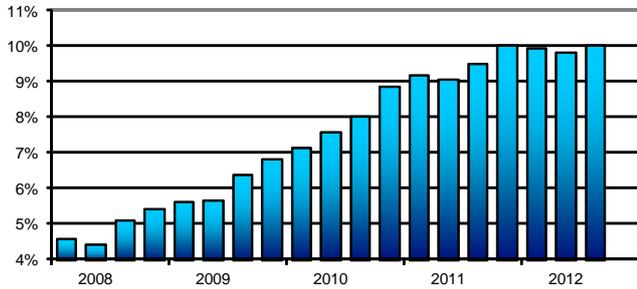


6. Les indicateurs de vulnérabilité

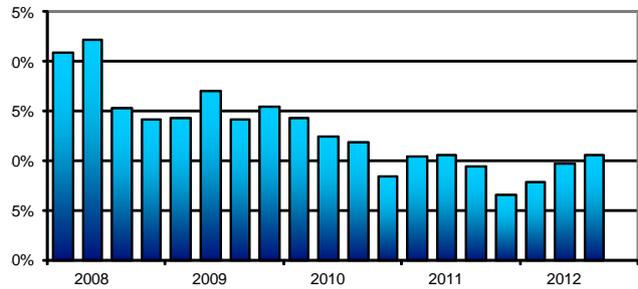
Créances douteuses

Ensemble des établissements de crédit

Taux de créances douteuses brutes

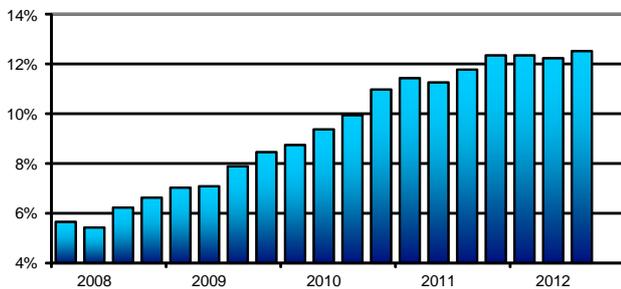


Taux de provisionnement

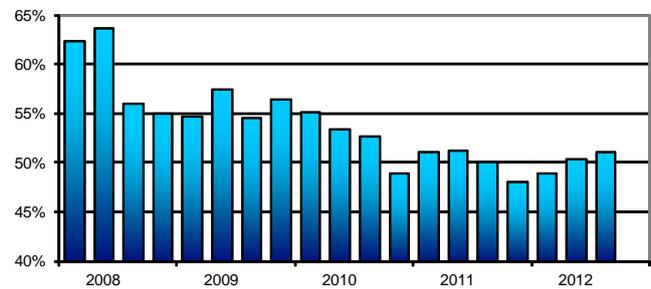


Etablissements de crédit locaux

Taux de créances douteuses brutes



Taux de provisionnement



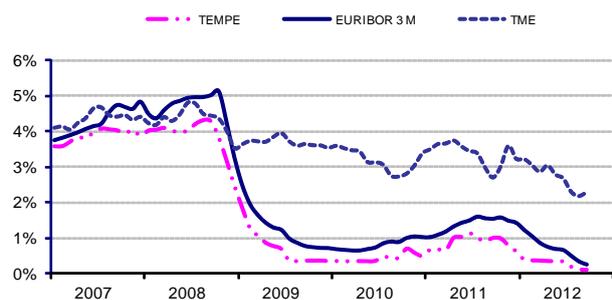
7. Rappel des taux

7.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,25%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	0,75%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%
Taux de l'escompte de chèque	1,50%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2010 (JORF du 11/02/2010)	0,65%
ANNEE 2011 (JORF du 03/02/2011)	0,38%
ANNEE 2012 (JORF du 08/02/2012)	0,71%

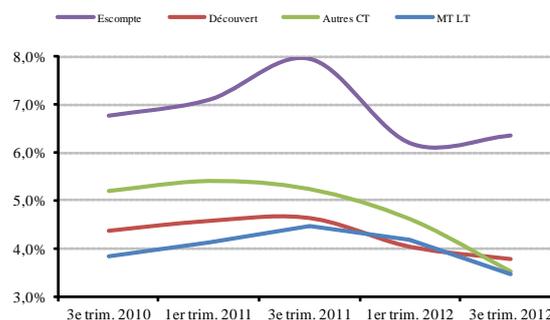
7.2 Les principaux taux de marché



Conjoncture financière et bancaire

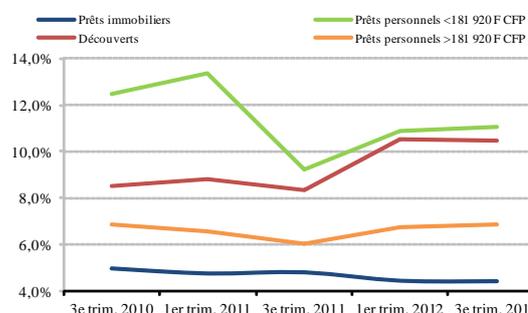
7.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	3e trim. 2010	1er trim. 2011	3e trim. 2011	1er trim. 2012	3e trim. 2012	Variation annuelle
Escompte	6,78%	7,11%	7,96%	6,21%	6,37%	-159 pb
Découvert	4,37%	4,58%	4,64%	4,03%	3,77%	-87 pb
Autres CT	5,20%	5,41%	5,24%	4,61%	3,51%	-173 pb
MT LT	3,85%	4,13%	4,46%	4,18%	3,46%	-100 pb



7.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	3e trim. 2010	1er trim. 2011	3e trim. 2011	1er trim. 2012	3e trim. 2012	Variation annuelle
Prêts immobiliers	4,97%	4,75%	4,80%	4,43%	4,41%	-39 pb
Prêts immobiliers	5,30%	4,05%	-	-	-	-
Prêts personnels <181 920 F CFP	12,49%	13,39%	9,25%	10,86%	11,08%	183 pb
Découverts	8,55%	8,79%	8,34%	10,52%	10,48%	214 pb
Prêts personnels >181 920 F CFP	6,88%	6,60%	6,07%	6,75%	6,87%	80 pb



7.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;

- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

Les articles 1^{er} et 61 de la loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (dite loi Lagarde) ont modifié les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers autres que les crédits immobiliers. Dans les collectivités du Pacifique, les catégories d'opérations concernées sont, à compter du 1^{er} mai 2011, définies à raison du montant des prêts. L'arrêté du 22 mars 2011 fixe les montants qui définissent les catégories de prêts servant de base à l'application du régime de l'usure : montant inférieur ou égal à 357 995 F CFP, montant supérieur ou égal à 357 995 F CFP et inférieur ou égal à 715 990 F CFP, montant supérieur à 715 990 F CFP.

La loi Lagarde comporte également des mesures transitoires pendant une période ne pouvant excéder deux années. Les seuils de l'usure seront alors calculés pour sept catégories d'opérations en organisant un passage progressif des anciens vers les nouveaux taux de l'usure. La période transitoire doit permettre aux prêteurs de faire évoluer leur offre sans créer à court terme de risque pour l'accès au crédit.

Conjoncture financière et bancaire

<i>Particuliers</i>	4e trim. 2011	1er trim. 2012	2e trim. 2012	3e trim. 2012	4e trim. 2012
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	6,23%	6,24%	6,32%	6,36%	5,99%
- Prêts à taux variable	5,61%	5,83%	5,88%	5,81%	5,64%
- Prêts relais	6,28%	6,43%	6,48%	6,32%	5,89%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181 862 XPF	21,03%	20,65%	20,56%	20,25%	20,30%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181 862 XPF et < ou = à 357 995 XPF	19,27%	19,15%	19,15%	19,24%	19,58%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 862 XPF et < ou = à 357 995 XPF	12,76%	13,98%	15,27%	16,40%	17,67%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 357 995 XPF et < ou = à 715 990 XPF	18,16%	17,69%	17,15%	16,88%	16,75%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 357 995 XPF et < ou = à 715 990 XPF	11,65%	12,51%	13,27%	14,04%	14,84%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 715 990 XPF	16,62%	15,78%	14,81%	14,07%	13,11%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 715 990 XPF	10,10%	10,60%	10,93%	11,23%	11,20%
<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	4e trim. 2011	1er trim. 2012	2e trim. 2012	3e trim. 2012	4e trim. 2012
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%	9,67%	8,99%	9,01%	8,09%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,52%	5,45%	5,35%	4,63%	4,09%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,36%	6,29%	6,37%	6,20%	6,01%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,84%	13,80%	13,67%	13,53%	13,36%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	6,36%	6,53%	6,49%	6,01%	5,81%
<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	4e trim. 2011	1er trim. 2012	2e trim. 2012	3e trim. 2012	4e trim. 2012
Découverts en compte	13,84%	13,80%	13,67%	13,53%	13,36%

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : Pierre-Yves LE BIHAN
Editeur : IEOM
Achévé d'imprimer le 17 décembre 2012
Dépôt légal : décembre 2012 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03